

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LV, No. 19 New York : tel : (718) 812-2820; • Montreal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 3-10 septembre 2025

LES PROMESSES D' ACTIONS MUSCLÉES RAPIDES DE VLADIMIR PARAISON TARDENT À SE CONCRÉTISER

Les bandes armées continuent leurs attaques où ils veulent et quand ils veulent

L'appel de Barbecue aux déplacés à rentrer chez eux ne fait pas l'unanimité...

Par Léo Joseph

Les promesses du nouveau directeur général de la Police nationale d'Haïti, dont la promesse d'actions immédiates et musclées contre les gangs armés, qui ont suscité beaucoup d'espoir, tardent à se

concrétiser. Bientôt deux mois, depuis sa prestation de serment, les criminels, surtout ceux affiliés à la coalition « *Viv Ansanm* », sous la direction de Jimmy Chérier, surnommé *Barbecue*, continuent de faire la pluie et le beau temps. Ils attaquent, sans hésita-

tion, qui ils veulent, quand ils veulent et où ils veulent.

En effet, après plus d'une douzaine d'attaques récurrentes des gangs armés dirigées sur la commune de Kenscoff et ses environs, les membres de la coalition « *Viv Ansanm* », opérant sous la

direction de l'ex-policier, devenu chef de cette société criminelle appelée Jimmy Cerisier, surnommé Barbecue, y étaient retournés,

cutés par les malfrats, en sus de douzaines de blessés, aussi bien que des milliers de déplacés, de nouvelles victimes ont été enre-

CONSTATANT L'ÉCHEC DE LA MMAS, WASHINGTON PORTE SON ESPÉRANCE AILLEURS

En tandem avec le Panama, projet d'une nouvelle force multinationale

Une résolution bientôt soumise au vote au Conseil de sécurité de l'ONU

Par Léo Joseph

Après plus d'un an, depuis qu'a été lancée, en Haïti, le premier contingent de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS), qui peine à remplir sa mission, Washington, le maître projet de cette force, semble arriver à la conclusion de son échec. Un constat fait depuis des mois, par des observateurs avisés, qui n'avaient cessé d'attirer l'attention des Américains et ses partenaires, dans la prise en charge de cette mission,



Le président du Kenya William Ruto

En attendant de proclamer la mission dirigée par le Kenya hors-jeu, les États-Unis, en tandem avec le Panama, se proposent de soumettre au vote, au Conseil de sécurité des Nations Unies, une résolution sur la construction d'une nouvelle force multinationale, qui sera composée d'autres acteurs, particulièrement composée de pays de l'hémisphère.

Se présentant comme soucieux de rétablir l'ordre, en Haïti,



Rameau Normil

cette dernière semaine. Il semble que la garnison affectée à ce commissariat, quoi que renforcée, selon ce que dit l'institution, ne soit dotée de moyens pour se colteler avec les criminelles. Bien que plus d'une trentaine d'habitants de cette région aient été exé-



Vladimir Paraison

gistrées, notamment deux policiers.

Cette nouvelle offensive criminelle, perpétrée sur cette commune, semble prouver que les dirigeants de la PNH n'ont pas toujours mis en place une straté-

Suite en page 7

Suite en page 8



L'ÉQUIPE HAÏTIENNE U-17 EN ROUTE POUR LE MONDIAL DE QATAR

Le ministère des Finances et d'autres donateurs privés déploient les grands moyens



Exhibant le chèque de 100 millions de gourdes, de g. à d., le ministre des Finances Alfred Métellus, la ministre des Sport..... et le Premier ministre Alix Didier Saint et une dame non identifiée.-

Par Jacques Brave

Pour une fois en quatre participations, à des phases finales de coupe du monde, tout est presque clair, pour une bonne participation, trois mois avant le début d'une phase finale.

En effet, contre toute attente, alors que les académies de jeunes sont à l'arrêt, depuis 2020; que la Fédération haïtienne de football (FHF) a décidé, sans fournir d'explication et sans l'annoncer officiellement, de fermer l'Académie d'élite Camp Nous, et la centaine d'académies (7 à 12 ans) dans toutes les villes de province, la Sélection U-17 a créé une grosse surprise en se qualifiant pour la

Suite en page 4

HAPPENINGS!

FROM THE DESK OF RAY JOSEPH

A plea for a Haitian-led solution to the multifaceted crisis faced by the nation

Based on the latest decisions taken here and there regarding Haiti, one would think that there's hope of better days ahead for the



OAS Secretary General Albert Ramdin

country, which faces a multitude of crises, aggravated by the vio-

lent gangs which have caused death and desolation in all sectors of society. However, with Haitians themselves having little, to practically no role, in what's being decided, it is rather doubtful that a durable solution will be found. Consider the following analysis.

To be applauded is Albert Ramdin, the new Secretary General of the Organization of American States (OAS) who, on July 30, had a closed meeting with the membership of the Washington-based hemispheric organization, during which he relaunched the group of "Friends of Haiti," dormant for some time. Considering that the situation of Haiti is a priority, he has called for urgent

Continued to page 7



1975-2025, déjà 50 ans, « la Coupe du 3 juillet » ou Interrégional de football

Par Jacques Brave

En 1974, après la Coupe du monde d'Allemagne, et les multiples déboires créés par de graves accrocs à la norme enregistrés, à l'occasion de cette participation, la plupart créés par les rapports houleux entre joueurs et dirigeants, de plus en plus de voix s'élevaient de partout, dans le pays, pour demander de profonds changements dans le football haïtien. Par tout, dans le pays, on déplorait ce qui s'était passé et qui avait terni l'image du pays, l'opinion mettant tout ceci au compte de la trop forte intrusion de la dictature et ses méthodes dans la gestion du football.

Malgré les efforts des dirigeants, pour masquer l'affaire Jean-Joseph, suspendu après un test anti-dopage, les responsables de la délégation, au lieu de prendre en compte la version du joueur, qui disait avoir absorbé un médicament pour ses fréquentes crises d'asthme, ce qu'il ignorait le corps médical français, installé brusquement peu de jours avant le départ à la Coupe du monde, et qui n'avait donc pas, par inexpérience, interrogé ou informé les joueurs sur les contrôles de dopage, mais pour cacher leur négligence ou leur méconnaissance, ces « *ca taputés* » ont préféré acculer le joueur, alors que la norme prévoit qu'il faut informer les joueurs avant la compétition sur les tests et de communiquer, l'automédication étant courante dans le monde entier, genre de contrôle des normes en matière sportive de dopage présumé. Et même si on faisait tout pour cacher à l'opinion ce qui s'était vraiment passé et ce qui avait pu arriver en Allemagne, ainsi des voix aux quatre coins du territoire s'élevaient pour réclamer enfin un football « *national* » se jouant et incluant toutes les régions du pays; à cette époque le championnat officiel du pays s'appelait Coupe Pradel et réunissait huit clubs, tous installés dans la capitale, Port-au-Prince.

À cette époque, cette Coupe Pradel était le championnat officiel du pays, puisqu'il se déroulait et était organisé directement par le Comité de la Fédération haïtienne de football (FHF) lui-même, qui s'occupait de tout, billetterie et recette de matches, en sus de la distribution du pourcentage à répartir aux acteurs, arbitres, guichetiers, clubs concernés, tout et tout. Il existait bien, dans certaines villes, une ligue de football locale, dont le pouvoir n'allait pas au-delà des limites de la ville concernée, et qui organisait un court championnat local de quelques semaines, incluant les clubs de la ville.

Pendant cette période, à de rares exceptions, seuls les joueurs évoluant en Coupe Pradel avaient le privilège de jouer en équipe nationale. Ainsi donc la seule façon pour un joueur d'être retenu en équipe nationale c'était de laisser sa ville natale et de venir jouer dans un club de la capitale. Le niveau du jeu en province était pourtant remarquable, car dès qu'ils s'inscrivaient et jouaient pour un club de la capitale, les meilleurs joueurs formés en provinces étaient immédiatement appelés en sélection nationale.

Séjour Allemagne 1974 catastrophe

Après la Coupe du monde 1974, le désarroi était profond et de plus en plus de voix et de villes réclamaient un football véritablement national. Le moral était au plus bas, la passion

folle habituelle avait baissé, surtout avec la dissolution de la Sélection, laissant en débandade les joueurs, et la plupart choisissant de rester vivre à l'étranger beaucoup de grandes figures locales du football avaient émigré, et, de fait, le championnat avait moins d'attraction. De nouveaux sportifs avaient émergé, mais la folle passion, qui drainait des foules immenses au stade avait diminué.

C'est sans doute pour combler l'attente de plus d'un qu'au début de l'année 1974 que la major Acédius Saint-Louis, vice-président de la FHF, quelque temps avant le Mondial, également, à l'époque, commandant du Corps des Léopards, lors d'une conférence de presse, annonçait, en grande pompe, l'organisation d'une nouvelle compétition, qui opposerait, chaque année, les sélections de toutes les villes du pays, incluant Port-au-Prince, mais pour laquelle les joueurs licenciés dans les clubs disputant la Coupe Pradel n'étaient pas éligibles pour y participer. La nouvelle compétition s'appellerait alors la Coupe du 3 juillet ou Coupe Jean-Clau de Duvalier, qui se jouerait entre des sélections de toutes les villes du pays et dont la finale se jouerait le 3 juillet de chaque année, jour anniversaire du président à vie Jean-Claude Duvalier, suivant un système à élimination régionale et une finale au stade Sylvio Cator, le 3 juillet, qui était la date de naissance de ce dernier.

Il faut dire, jusqu'en 1967-1968, il y avait une Coupe François Duvalier, qui se jouait en été, après la Coupe Pradel, et cette compétition réunissait les équipes de grandes villes, car, à l'époque, ce ne sont pas toutes les villes du pays qui disposaient d'une ligue formelle et « *affiliée* » à la FHF, donc d'un football formel organisé sur la base de clubs connus et structurés. Partout il y avait un football informel avec équipes non structurées, le plus souvent constituées par les joueurs le temps d'un championnat. Les villes de football étaient, du côté sud, Jérémie, Les Cayes, Petit-Goâve, Léogâne; dans l'Ouest, Arcahaïe; dans l'Artibonite, Saint-Marc et Gonaïves; et, dans le Nord, Cap-Haïtien. Mais partout, dans le pays, l'on jouait au football, et, formellement, en été, quand les collégiens venaient ou étaient en vacances d'été.

Ainsi de 1965, peu après la présidence à vie, on jouait la Coupe François Duvalier, aspect national avec des sélections de ville et Coupe François Duvalier aspect international. À cette époque, et jusqu'en 1979-1982, Haïti avait un certain leadership dans la Caraïbe et ont eu donc, pour la première fois, la Coupe François Duvalier aspect international, donc la première et seule édition eut lieu au stade Sylvio Cator, avec Trinidad, Jamaïque, Martini que, Guadeloupe, Curaçao, en été 1966. La finale se joua entre Haïti et Trinidad et fut remportée par Haïti, grâce à un penalty de Guy Saint-Vil, dans un stade rempli à craquer.

C'était l'époque de la Coupe du monde Angleterre 1966 et dans l'idée de donner un push au football, que le président Duvalier avait envoyé une délégation incluant l'entraîneur fédéral Antoin Tassy apprendre à superviser un Mondial et venir lancer, en Haïti, une campagne Haïti à la Coupe du monde. L'idée et l'objectif étaient de profiter du fait que le Mexique allait organiser le Mondial, en 1970, donc était qualifié d'office

pour nous préparer à monter une bonne équipe pour prendre la seule place destinée à la CONCACAF, car, à l'époque, les puissances de la zone étaient le Mexique, numéro 1, puis le Guatemala et Costa-Rica.

De cette époque, à ce jour, Gérard Raoul Rouzier, le seul Haïtien à avoir été membre du Comité exécutif de la CONCACAF et de la FIFA. Cela fait qu'Haïti disposait d'une voix de poids au niveau mondial, facilitant ce projet ambitieux. M Rouzier, comme dirigeant et visionnaire, et Tassy, comme entraîneur, lançaient le programme « *Fòk ale nan Mondyal de 1967* », avec la création d'une Sélection nationale permanente composée de joueurs, qui sont logés, nourris, blanchis recevant un salaire individuel de 1 500 gourdes, l'équivalent, à l'époque, de l'appointement d'un directeur général.

De la Coupe François Duvalier, on tomba dans la fièvre des qualifications de Mexico 70 et l'échec de peu de cette première campagne, en octobre 1969, lors que Haïti fut mis en échec par El Salvador. A noter qu'avec les règlements actuels tenant compte du goal différence, Haïti se serait qualifié pour Mexico. En effet, nous avons perdu le match aller, chez nous, 2-1.

Nous avons gagné le match retour 3-0

Si le goal différence était en faveur, à l'époque, c'est donc Haïti qui se serait qualifié pour Mexico 70. le 3 juillet était, pendant plusieurs années, de 1975 jusqu'en 1981, une grande date dans le calendrier du football National.

Plusieurs villes du pays ont inscrit leur nom à ce palmarès. Jérémie, en premier, Saint-Marc, ensuite, jusqu'à Léogâne, en 1981. À partir de 1982, l'intérêt diminua autour de ce projet, et la ville du Cap-Haïtien, le Fica, en tête, refusa de céder ses joueurs, et cette levée de boucliers fit tache d'huile et trouva un écho favorable auprès des ministres des Sports successifs, Dr Robert Germain, d'abord, puis Me Arnold Blain, bien conseillés par la FHF, qui n'a plus organisé, qui n'intéressait et n'incluait pas beaucoup de joueurs de haut niveau, ceux des clubs de Port-au-Prince, les plus connus, entre autres.

Ainsi disparaissait la Coupe du 3 juillet, remplacée la même année par le Championnat, national cette fois incluant les clubs de la capitale, des sélections des villes, et qui progressivement, avec les années, se transforma un véritable championnat national devenu, enfin, régulier et officiel, en 2000, avec montée et descente, ce qui était bien une révolution, car quel que soit le nom du club ou la ville de son siège, tous les clubs du pays avaient désormais le même privilège et peuvent encourir les mêmes sanctions. Une révolution dans un pays où la république de Port-au-Prince où, même les fonds collectés par la Direction générale des impôts (DGI) sont d'abord envoyés à la capitale, qui garde presque la totalité, en renvoyant une pitance en province destinée au paiement d'employés. Malgré la misère généralisée, les clubs de province ont dû lutter pour garder leur rang. Ainsi justice est le maître mot de cette nouvelle organisation du football national.

Ainsi, les clubs ténors ASC, Fica, Zénith (défunt) Valencia, Aigle Noir, Racing, Violette, Don Bosco ont connu la D2 (l'ANAC y est encore).

De même, des clubs de villes moins peuplées ont trouvé leur place dans l'élite de la D1. Même si le système est toujours combattu par des politiciens, qui ne pensent qu'à s'enrichir, via l'État, le football peut se targuer d'être la seule organisation à faire la révolution de la décentralisation, que le pays attend depuis Jean Jacques Dessalines, et il a fallu du courage, de la détermination et des hommes ont été victimes, d'autres ont vu leur nom vilipendé, affublés de toutes les épithètes monstrueuses. C'était une bataille politique, et qui avec le courage des pionniers, avait encore franchi une étape majeure, au début de 2020, lorsque le Congrès national a décidé, le 29 décembre 2019, que la fédération devait être dirigée par un comité national de la FHF ayant au moins un dirigeant de chacun des dix départements du pays présents au sein du Comité fédéral. Et, pour devenir membre de ce dernier, il fallait avoir été dirigeant de club pendant au moins sept ans, ce qui potentiellement mettait fin au parachutage des politiciens, ou racketteurs, qui envahissaient la FHF, soit pour s'enrichir, ou soit pour blanchir des fonds énormes ramassés et accumulés à la faveur de la corruption viscérale, qui nuit au développement du pays, le transformant en un enfer sur terre pour tous ses fils. On peut imaginer que le football, qui est la seule activité implantée dans tous les coins et recoins du pays. C'est aussi l'unique loisir des jeunes garçons, et de plus en plus de filles, du pays. Il est également le plus gros employeur du pays, car chaque ville, chaque quartier a au moins 4, 5, 6 équipes ou clubs de football qui paient, le plus souvent, une pitance, un support aux jeunes, ou à leurs parents assumant les frais de scolarité de leur progéniture, ou, au moins, leur trouvent des bourses ou des demi bourses, leur assurent un support économique. Tout cela fait que le football haïtien est le plus gros employeur du pays et donc apporte la plus grosse contribution sociale à la nation. Il faut noter aussi, qu'à de très rares exceptions, tous les anciens joueurs, ou les anciennes joueuses internationales, même ceux-là et celles qui ont été à une Coupe du monde, et toutes vivent à l'étranger et ne reviennent jamais au pays. Aussi avaient-ils pu quitter la misère du pays et lui tourner le dos et échapper à son enfer, dont sa misère; grâce au football, d'autant que presque tous viennent des couches les plus démunies de la société haïtienne.

Donc ne pas développer ni organiser des activités compétitives de football est un génocide, car l'Ukraine, malgré les drones et les fusées, l'Afghanistan, Israël, El Salvador, Équateur, Brésil, Mexique, en proie, depuis des décennies, à ces violences, continuent de faire jouer leurs compétitions, d'animer leurs académies et de faire fonctionner leurs activités sportives. C'est pourquoi, on accuse les autorités à plusieurs niveaux, de profiter, donc d'encourager cette situation, que l'on utilise pour empocher les fonds destinés à l'accomplissement de leur mission et ainsi détruisent le football. Car, on ne voit pas comment un pays dans lequel on arrête d'initier les jeunes au sport, de faire jouer et pratiquer, voire jouer des compétitions, comment, même quand on aura retrouvé plus de tranquillité, comment ils pourront renouer avec le niveau de jeu qui était le nôtre. Les jeunes

n'ont que les gangs qui les côtoient, surtout que les activités liées au football et du sport, en général, sont au-dessus des divisions. D'ailleurs, on a eu le constat récemment, avec nos jeunes filles (U17 et U15), et nos garçons, et même si nous sommes qualifiés au Mondial, en U17, on doit ce succès aux facilités de qualification avec huit qualifiés pour notre zone CONCACAF; et au fait que nos jeunes s'amusaient sur des terrains vagues comme seuls loisirs accessibles au pays. Mais on reste sceptique, car depuis six mois qu'ils sont qualifiés, rien n'est encore entamé en termes de préparations. L'opinion pose avec insistance la question par où sont-ils passés, quel plan de préparation suivent-ils et quel programme appliquent-ils pour arriver au Mondial de Qatar, en novembre ?

Ce qui est inquiétant pour ces jeunes et pour le pays d'Haïti, en général, les médias du Guatemala, pays éliminé par Haïti, continuent avec leur campagne de dénonciation contre la jeune équipe U17 d'Haïti qu'il dénonce d'avoir aligné, au tournoi de qualification, des jeunes trop âgés. Il est vrai que cette dénonciation ne repose sur aucun argument scientifique, arguant que la morphologie apparente d'adulte qui ne correspond pas à l'âge officiel du tournoi « *moins de 17 ans* »; leur argumentation repose sur la morphologie, le physique et la stature des jeunes Haïtiens; s'ils continuent dans cette voie, cela peut apporter la FIFA à mener une investigation médicale se basant sur l'âge osseux des joueurs avec des radiographies des os longs, qui est le critère technique utilisé par la FIFA sur un échantillon de joueurs de l'équipe. Cette radiographie des os se fait obligatoirement arriver dans le pays siège du Mondial U17. Selon le degré d'ossification de ces os longs, ou encore au stade de cartilage, on conclut si ces jeunes ont réellement 17 ou plus que 17 ans, examen qui se fait à l'arrivée des délégations sur place, au Mondial... en 2007, lors du Mondial U17 la FHF avait dû emmener, après la qualification, tous les jeunes faire cet examen des os, à Santo Domingo (République dominicaine), pour prévenir toute mésaventure, si bien qu'il n'y avait aucune appréhension, lors que les délégués de la FIFA ont choisi, par tirage au sort, les jeunes retenus pour le test.

Tout ce processus administratif et technique, en plus de la préparation physique des membres de la sélection elle-même, demande beaucoup de temps, surtout comme ce devait être le cas, il y a deux ans, pour le Mondial féminin où la sélection a eu environ vingt-et-un jours à peine de préparation, après les longues vacances des joueuses. Ces tournois, dans le lointain continent asiatique, exige, avec l'énorme décalage horaire, d'environ douze à quinze heures, exige, après la préparation foncière, une adaptation au décalage du temps et du climat.

Les responsables devraient penser de préférence à l'étranger pour voyager avec ces documents pour éventuellement défendre ces jeunes. Il y a quelques années, Costa-Rica et le Mexique ont été écartés pour une histoire pareille. Il y va de l'honneur du pays de faire tout avec transparence. L'honneur du pays déjà si décrié !

J.B.

Riverton Street Charter School (K-8)

118-34 Rue Riverton
St. Albans, NY 11412-4024
RivertonStreetCharterSchool.org
718-481-8200

OUVERTURE DES INSCRIPTIONS

Les inscriptions concernant l'année scolaire à Riverton se fermeront le 1er avril 2026 à 17h00. Les formulaires de demande d'inscription peuvent être obtenus sur place à l'établissement ou en appelant le 866-NHA-ENROLL. Si le nombre de demandes reçues pendant la période des inscriptions dépasse le nombre de places disponibles, un tirage au sort sera organisé en direct le 6 avril 2026 à 14h00. Les demandes reçues après la période des inscriptions seront acceptées par ordre d'arrivée en fonction des places disponibles restantes. Des listes d'attente seront constituées en conséquence.

AVIS SUR LA POLITIQUE DE NON-DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES ÉLÈVES

Les Académies du patrimoine national ne pratiquent aucune discrimination ni ne limitent l'admission d'un élève en s'appuyant sur des motifs contraires à la loi, notamment l'origine ethnique, l'origine nationale, la couleur, le besoin de services d'éducation spéciale, le sexe, le genre, le handicap, les capacités intellectuelles, les indicateurs de réussite ou d'aptitude, les capacités athlétiques, la race, la croyance, la religion ou l'origine ancestrale. Un établissement scolaire ne peut exiger aucune démarche de la part d'un élève ou de sa famille (concours d'entrée, entretien, test, participation à une séance d'information, etc.) pour qu'un candidat reçoive ou soumette une demande d'admission dans cet établissement.

Brooklyn Scholars Charter School (K-8)

2635 Blvd Linden
Brooklyn, NY 11208-4907
BrooklynScholarsCharterSchool.org
718-348-9360

OUVERTURE DES INSCRIPTIONS

Les inscriptions concernant l'année scolaire à Brooklyn Scholars se fermeront le 1er avril 2026 à 17h00. Les formulaires de demande d'inscription peuvent être obtenus sur place à l'établissement ou en appelant le 866-NHA-ENROLL. Si le nombre de demandes reçues pendant la période des inscriptions dépasse le nombre de places disponibles, un tirage au sort sera organisé en direct le 2 avril 2026 à 15h00.

Les demandes reçues après la période des inscriptions seront acceptées par ordre d'arrivée en fonction des places disponibles restantes. Des listes d'attente seront constituées en conséquence.

AVIS SUR LA POLITIQUE DE NON-DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES ÉLÈVES

Les Académies du patrimoine national ne pratiquent aucune discrimination ni ne limitent l'admission d'un élève en s'appuyant sur des motifs contraires à la loi, notamment l'origine ethnique, l'origine nationale, la couleur, le besoin de services d'éducation spéciale, le sexe, le genre, le handicap, les capacités intellectuelles, les indicateurs de réussite ou d'aptitude, les capacités athlétiques, la race, la croyance, la religion ou l'origine ancestrale. Un établissement scolaire ne peut exiger aucune démarche de la part d'un élève ou de sa famille (concours d'entrée, entretien, test, participation à une séance d'information, etc.) pour qu'un candidat reçoive ou soumette une demande d'admission dans cet établissement.

Riverton Street Charter School (K-8)

118-34 Rue Riverton
St. Albans, NY 11412-4024
RivertonStreetCharterSchool.org
718-481-8200

OUVERTURE DES INSCRIPTIONS

Les inscriptions concernant l'année scolaire à Riverton se fermeront le 1er avril 2026 à 17h00. Les formulaires de demande d'inscription peuvent être obtenus sur place à l'établissement ou en appelant le 866-NHA-ENROLL. Si le nombre de demandes reçues pendant la période des inscriptions dépasse le nombre de places disponibles, un tirage au sort sera organisé en direct le 6 avril 2026 à 14h00.

Les demandes reçues après la période des inscriptions seront acceptées par ordre d'arrivée en fonction des places disponibles restantes. Des listes d'attente seront constituées en conséquence.

AVIS SUR LA POLITIQUE DE NON-DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES ÉLÈVES

Les Académies du patrimoine national ne pratiquent aucune discrimination ni ne limitent l'admission d'un élève en s'appuyant sur des motifs contraires à la loi, notamment l'origine ethnique, l'origine nationale, la couleur, le besoin de services d'éducation spéciale, le sexe, le genre, le handicap, les capacités intellectuelles, les indicateurs de réussite ou d'aptitude, les capacités athlétiques, la race, la croyance, la religion ou l'origine ancestrale. Un établissement scolaire ne peut exiger aucune démarche de la part d'un élève ou de sa famille (concours d'entrée, entretien, test, participation à une séance d'information, etc.) pour qu'un candidat reçoive ou soumette une demande d'admission dans cet établissement.

Riverton Street Charter School (K-8)

118-34 Rue Riverton
St. Albans, NY 11412-4024
RivertonStreetCharterSchool.org
718-481-8200

OUVERTURE DES INSCRIPTIONS

Les inscriptions concernant l'année scolaire à Riverton se fermeront le 1er avril 2026 à 17h00. Les formulaires de demande d'inscription peuvent être obtenus sur place à l'établissement ou en appelant le 866-NHA-ENROLL. Si le nombre de demandes reçues pendant la période des inscriptions dépasse le nombre de places disponibles, un tirage au sort sera organisé en direct le 6 avril 2026 à 14h00. Les demandes reçues après la période des inscriptions seront acceptées par ordre d'arrivée en fonction des places disponibles restantes. Des listes d'attente seront constituées en conséquence.

AVIS SUR LA POLITIQUE DE NON-DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES ÉLÈVES

Les Académies du patrimoine national ne pratiquent aucune discrimination ni ne limitent l'admission d'un élève en s'appuyant sur des motifs contraires à la loi, notamment l'origine ethnique, l'origine nationale, la couleur, le besoin de services d'éducation spéciale, le sexe, le genre, le handicap, les capacités intellectuelles, les indicateurs de réussite ou d'aptitude, les capacités athlétiques, la race, la croyance, la religion ou l'origine ancestrale. Un établissement scolaire ne peut exiger aucune démarche de la part d'un élève ou de sa famille (concours d'entrée, entretien, test, participation à une séance d'information, etc.) pour qu'un candidat reçoive ou soumette une demande d'admission dans cet établissement.

DE BROSSE & STUDLEY, LLP**Richard A. De Brosse
Attorney at Law**

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée :
haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.





Suite de la page 1

phase finale de l'édition 2025 de la Coupe du monde de FIFA QATAR 2025. Profitant de la décision de la FIFA d'élargir la phase finale de la compétition de 16, en 1979, à quarante-huit pays, en 2025, et, de ce fait, faisant augmenter le nombre de qualifiés, pour notre CONCACAF, à huit participants ; de fait, il a fallu un seul tour, avec des groupes de sélections pour décrocher un billet. Encore, dans chaque groupe, il y figurait deux têtes de série et deux petits poucets de la Caraïbe, donc dans notre groupe, deux témoins, Haïti et Guatemala. Ainsi, nos jeunes poulains ont eu besoin de supplanter le Guatemala pour retirer leur billet pour cette première édition, suivant le rythme annuel d'organisation instauré par la FIFA, faisant qu'Haïti jouera sa troisième phase finale de Coupe du monde, dans cette catégorie d'âge instaurée à la fin des années 1970 par la FFA.

Certes, l'absence totale de compétition officielle, dans le pays, est une catastrophe, faisant plonger Haïti dans une violence sauvage, car cela veut dire qu'on part nettement dans l'inconnu, puis que rien ne remplace la compétition. Depuis cette qualification, pendant des mois, les jeunes Grenadiers n'avaient rien au menu de préparation, même si on suppose qu'en Haïti les « Calcio » mat ches -2 camps, sur terrains va gues, pullulent et les footballeurs ne sont jamais réellement au repos.

Bravo : Support massif à l'Équipe

Haïti restera un cas bizarre. Lors que le pays décide d'appuyer, il est souvent difficile de comprendre et d'expliquer le motif qui crée cette fièvre!

Alors que, en 1974, une grande première pour un petit pays et que la qualification d'Haïti devant des puissances riches, aux moyens énormes, comme le Mexique, les USA, le Canada ou des témoins d'Amérique Centrale, ce qui était un méga exploit pour

rendre historique la participation haïtienne, à Munich 1974, malgré la présence du grand protecteur des sports au palais, ce fut une catastrophe humaine, avec des retombées financières graves scindant la délégation en deux clans, à savoir un groupe avec joueurs et techniciens haïtiens ; de l'autre, les dirigeants et les assistants médicaux français. Les retombées furent graves, au point qu'une grande majorité de joueurs, dégoûtés, ne revinrent jamais, à ce jour,



Le ministre des Finances Alfred Métellus posant avec un footballeur, membre de l'Équipe U17 des Grenadiers, Franco Célestin.

au pays. Ce n'est qu'en 2007, suite aux démarches persistantes du Comité de la FHF, le gouvernement Préval, trente-trois ans après, organisa un effort de réconciliation avec les joueurs mondialistes Munich 1974, leur offrant une pension viagère et une réception au Palais national; au milieu des incompréhensions, et surtout du manque de savoir-faire, d'évidentes mésententes financières furent le motif avéré de cette catastrophe.

En 2007, il a fallu toute la compétence et l'adresse de Minot Vorbe, à qui la FHF avait confié la

mission d'organiser le voyage en Corée, avec deux périodes, un en juin, pour un tournoi de reconnaissance, et le véritable tournoi, en août. Et si ce ne fut pas une catastrophe, c'était grâce au savoir-faire et à la débrouillardise du Team manager Vorbe.

Pour le Mondial U17 Brésil-2019, on frôla la catastrophe car, alors que la FHF avait la garantie du gouvernement d'un support financier, celle-ci planifia un long séjour de préparation et des mat

ne de jours, après une première annonce-donation record de « *Pa ryaj Lakay* » de 20 millions de gourdes, de l'ex-international Mondialiste U17 Yann Atie, ce fut une pluie de donations pour la U17. Cela n'était jamais arrivé dans toute l'histoire du football haïtien. Il y eu, certes, un moment Digicel, mais ce n'était jamais spontané, et surtout de cette ampleur. D'ailleurs, sitôt bien installée au pays et ayant conquis le marché et les atouts politiques, la compagnie a oublié que c'est aux démarches des clubs de football qu'elle a eu sa licence en Haïti.

Encadré, le U17, a eu, tour à tour : Barbancourt, Groupe Bigio, Valério Canez, Lesly Center et autres participant à son financement. Le gros lot, ce fut l'annonce du ministère des Finances, au nom de l'État d'un don de 100 000 000 de gourdes, Inouïe et du jamais vu ! Donations historiques ! Depuis 1904, que la FHF fonctionne, jamais une telle, une si lourde donation de l'État ! Les anciens dirigeants de la FHF, des années de misère n'en croient pas leurs oreilles. Jusque-là, aucune subvention n'a jamais dépassé le dixième de cette somme ! On applaudit des deux mains ce geste exceptionnel !

Il faut croire que la présence d'un sportif de terrain, d'un dirigeant actif « *de la base* », qui est aux commandes du ministère des Finances, le MEF, n'est pas étranger à ce changement de traitement du sport et du football : Métellus Georges est un dirigeant de terrain du sport, du volleyball, et, comme son prédécesseur au MEF, Patrick Boisvert, lui aussi impliqué dans le volleyball, avec l'équipe de Petit-Goâve, qu'avec un rare courage et un savoir-faire exceptionnel qu'ils ont amené au plus haut niveau, dans la hiérarchie nationale, il est donc bien imbu de la misère du vrai dirigeant de sport, où il faut marcher constamment avec le « *kwi nan men* » (sébile en main) pour faire fonctionner son sport et son club. À ce sujet, au moins étant bien imbu des énormes difficultés et

de la misère du vrai dirigeant. Il reste, simplement, à souhaiter que cette grande première inédite fasse tache d'huile et inspire les ministres des Finances, à l'avenir, à chaque fois l'honneur du pays est en jeu avec ce genre de participation ! Aux dirigeants de la FHF d'en faire bon usage et rendre compte. Le premier impair est que ces donations ont été reçues alors qu'aucun budget n'a été rendu public par la FHF. Sur le site de la FIFA, il est clairement dit que les frais de déplacement aller-retour jusqu'au Qatar sont payés par la FIFA et aussi les frais de séjour Hôtel, billet d'avion, nourriture; et les équipements sont à la charge de l'équipementier SAETA. Le plus gros poste de dépenses reste les billets d'avion. Il serait bon, au nom de la transparence, et justement ce Comité fédéral n'a, depuis plus que cinq ans, communiqué ni budget, ni va leurs reçues ni rapport de dépenses avec pièces justificatives aux clubs qui, depuis bientôt sept saisons, 2019 (Pays Lock), 2020 (COVID et Corona), 2021, 2022, 2023, 2024, 2025 (déjà huit mois écoulés), continuent de dépenser en frais d'entraînement et support aux joueurs.

Le sport ne peut pas se développer sans la participation de l'ensemble de la société. Le ministère des Sports a été conçu pour travailler à créer des lois et principes administratifs devant permettre à l'État de financer le développement des sports. Partout dans le monde, l'État met en place des dispositions pour financer le développement du sport. En République voisine, par exemple, quel que soit l'activité, même un repas au restaurant, rien ne se fait sans une taxe destinée à financer le développement du sport, des installations, jusqu'aux compétitions.

Bravo l'Etat ! Ministre Metellus, que votre décision fasse tache d'huile !

Le ministre des Finances, Alfred Métellus, LE PM EXHIBANT LE CHÈQUE DE 100 millions de gourdes

LA COUPE D'EUROPE FEMININE

Succès populaire et record d'audience

Haïti : La corruption et la drogue détruisent un demi-siècle de sacrifices

Par Jacques Brave

Le football féminin a franchi un cap majeur et atteint un pic de popularité, ces dernières années, particulièrement en Europe, en Asie et aux USA. Du coup, l'intérêt des sponsors, des chaînes TV

devient extraordinairement intéressant. Le vrai décollage vers l'égalité de traitement est bien en place, et comme pour le tennis, les joueuses vont accélérer leurs revendications pour réclamer un traitement financier similaire, plus proche de celui des

hommes. La coupe d'Europe; l'Euro féminin 2025, qui s'est déroulée récemment, en Suisse, a été un succès manifeste, tant au niveau des audiences TV que par rapport aux affluences dans les stades. C'est vrai, mis à part les USA où le football féminin a fait

son décollage dans la même période que le masculin, où dans les matches féminins, les joueuses connaissent le même rayonnement, et même davantage, vu que, dans ce pays le football féminin jouit d'un palmarès qui le place, depuis son officialisation, il

y'a un peu plus de 50 ans, d'un statut de numéro 1 mondial, alors que la ligue masculine, la MLS, souffre d'un grand manque d'aura et, de fait, a la cote très moyenne au niveau mondial.

Suite en page 9

AU SUJET DES ÉLECTIONS EN 2025

Communication de l'ingénieur Alex St-Gardien Jecrois

COMMUNIQUÉ

Affaires non réglées : Le contrat d'audit non exécuté

Une question urgente nécessite une attention particulière : le contrat d'audit attribué à Satori Consulting en 2023 n'a jamais été exécuté malgré le financement reçu. Cela soulève des questions sur la transparence et la responsabilité dans les affaires gouvernementales.

Contexte

Sous la direction du Premier ministre Ariel Henry, le contrat a été attribué sans appel d'offres ou vert, suscitant des inquiétudes quant à la partialité et à la corruption. La société Satori Consulting a été chargée d'une tâche cruciale, mais l'abandon du projet a eu des impli-

cations importantes.

Ambiguïté critique révélée

Lors d'une récente réunion avec des organisations de la diaspora, y compris moi-même, le directeur de l'Organisation nationale d'identité (ONI) a présenté la base de données. Cependant, j'ai soulevé des préoccupations concernant des ambiguïtés critiques dans les données, ce qui a conduit à la révélation qu'environ 800 000 identités étaient dupliquées parmi les 6 000 000. Cette découverte souligne la nécessité d'un audit approfondi pour garantir l'intégrité du système.

Préoccupations quant à la transparence

Il convient de noter que le Premier ministre Ariel Henry avait précé-



L'ingénieur Alex St.-Varien Jecrois

demment exprimé des préoccupations quant à la critique potentielle de la population si le gouvernement devait mener l'audit lui-même. Il a suggéré que cela pourrait être perçu comme une tentative de manipulation du système en faveur de

Dermalog, la société responsable du système d'identification.

Nouveau gouvernement, nouvelles priorités

Pendant ce temps, le nouveau gouvernement dirigé par le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé s'est rendu à Washington pour une visite officielle afin de rencontrer l'Organisation des États américains (OEA). Il est ac compagné de hauts fonctionnaires, notamment le ministre des Finances Alfred Metelus, le directeur de l'organisation électorale Phillippe Augustin et le secrétaire du Trésor.

Appel à l'action

Avant de poursuivre les discussions sur les élections, il est essentiel de

donner la priorité à l'achèvement de l'audit. La société Soltice Consulting, basée à New York, a été payée pour mener l'audit en 2023, mais cela n'a jamais été fait. L'administration actuelle doit régler cette affaire non résolue et garantir la transparence dans les affaires gouvernementales.

Conclusion

En conclusion, le nouveau gouvernement doit donner la priorité à l'achèvement du contrat d'audit pour rétablir la transparence et la responsabilité. Ce faisant, ils pourront instaurer la confiance avec le public et la communauté internationale, ouvrant ainsi la voie à des réformes significatives et au progrès. Le temps presse, et il est temps d'agir.

Ing. Alex St-Gardien Jecrois

Haïti rançonnée; restitution, réparation en otage

Par Hugue Célestin *

Ailleurs, les nations ont des gouvernants ; en Haïti, nous avons des figurants en uniforme, cobra yes d'un laboratoire tropical supervisé par l'ambassade américaine. Pour nos dirigeants, la soumission n'est pas une honte, mais une fierté nationale. L'absence de service n'est pas une anomalie mais l'art suprême de la démocratie bourgeoise dans les sociétés du Sud. L'électricité est un luxe de milliardaire, l'eau potable une légende urbaine, les routes des champs de bataille, la sécurité une fable comme celle des « *Gran Djab* » racontée aux enfants de nos campagnes reculées avant de dormir. Pendant que le peuple agonise sous la faim, les rafales, les vols, les assassinats, les kidnappings et les incendies méthodiquement téléguidés par les gangs-milices, nos dirigeants se chamaillent comme des ivrognes au marché, non pour gouverner, mais pour grappiller l'invitation au prochain cocktail d'ambassade.

Dans ce cirque permanent de misère institutionnelle, on nous ressort une bouillie tiède. Un Comité National de Réparation et de Restitution (CNHRR) est installé. Le Moniteur, fidèle perroquet des communiqués officiels, régurgite un ar rêté solennel pour sacrer ces vingt et un affidés triés sur le volet. Un véritable embauchage pour la prochaine Zafra, ils deviennent soudain princes d'une loterie de privilèges. Ils se congratulent pour la galerie, sans la moindre idée de ce que signifie traîner la France à solder sa dette historique envers un peuple. Haïti, dans son lyrisme naïf, croit dégainer une arme de contre-offensive capable d'effacer des siècles de spoliations et d'humiliations.

L'histoire aurait pu être belle... mais nos élites l'ont trahie. Elles ont transformé le cri de liberté en gémissement de domestiques. Elles ont troqué le canon des ancêtres contre le stylo du maître, et marqué à jamais l'histoire d'Haïti dans l'encre de la soumission. Ce simulacre prend vie sous la férule de gouvernants déjà ligotés par leurs dettes morales, financières et politiques envers l'étranger. Trop occupés à se

pavaner comme intendants des puissances qui tiennent la nation en laisse. Ils enterrent la justice historique aux oubliettes, tandis que la mémoire de 1825 attend patiente sa revanche, et elle la prendra.

Le CNHRR aurait pu être l'institution qui force la France à regarder son crime en face, qui oblige le monde à contempler le pillage de 1825. Mais il est né bancal; il n'a rien d'un cri de revanche nationale. C'est une pompe à per diem, un comité de diversion peuplé de figurants de circonstance.

Derrière la grandiloquence du Conseil Présidentiel de Transition (CPT), se cache une vérité triviale : il n'a de « national » que l'encre de ses communiqués. C'est un véritable syndicat de serveurs stipendiés, fidèles, non pas au peuple, mais aux chancelleries étrangères et aux milieux d'affaires qui tirent toutes les ficelles. Hier, l'ordonnance française étranglait la paysannerie ; aujourd'hui, l'arrêté haïtien engraisse les soumis du pouvoir. La rançon de 1825 continue de fructifier, jalousement protégée par les complices locaux du braquage original.

Les ancêtres versaient leur sang pour briser l'ordonnance coloniale ; leurs héritiers modernes troquent l'indépendance contre des faveurs protocolaires et des invitations diplomatiques. Ils appellent « stratégie » ce qui n'est que servilité. La rançon d'hier s'est métamorphosée en clientélisme, corruption et dépendance institutionnalisée aux mains d'une troupe de valets officiels sous contrat. Ils vendent la souveraineté nationale au plus offrant. Les ancêtres, de Bois Caïman ou Kay Imam à Dessalines se retournent dans leurs tombes, horrifiés de voir leur mémoire foulée au pied par des traîtres impunis.

La France ricane, les élites encaissent, Haïti réclame

Avant de rire jaune face à cette mascarade consistant à réunir vingt et une personnalités, il faut rappeler l'évidence que ce débat précis aurait suffi à trois ou cinq intellectuels et militants véritablement engagés. Ces derniers sont ceux qui défendent réellement cette question cruciale,

au cœur des rapports tumultueux entre nos deux peuples. Le devoir de mémoire nous oblige à l'ouverture de cet événement soi-disant historique.

La scène originelle est tragiquement connue; la France, incapable de digérer sa défaite, transforma la liberté des Noirs en marchandise et l'indépendance d'Haïti en hypothèque éternelle. Cent cinquante millions de franc-or furent exigés, au prétexte d'indemniser des colons dépossédés de leurs chaînes humaines. Ces vampires de plantations, frustrés de ne plus pouvoir saigner leurs esclaves, réclamaient de l'argent pour leurs « pertes » comme on réclame du sang au cadavre.

Charles X inventa le racket d'État, et Boyer, premier grand courtier de la soumission, signa l'ordonnance qui fit d'Haïti la vache à lait la plus rentable du siècle pour la France coloniale et le grand capital international. Désormais, un peuple vainqueur, braqué sous les canons, vit son président à genoux concéder la première capitulation budgétaire, gravée dans l'histoire comme une honte officielle. La liberté conquise par le sang devint marchandise, et le courage des ancêtres, objet de spéculation internationale.

Dans ses bagages, Charles X ne ramène pas seulement l'odeur rance d'une monarchie en décomposition, mais aussi une ordonnance qui exhale la messe noire d'un faux miracle divin. Le message était simple : « Payez, ou nous transformons la première République noire en barbe colonial. » C'était un braquage impitoyable, un cambriolage diplomatique, un vol digne des pires rapaces de l'histoire, une extorsion bénie par les croix de Lorraine et les canons français. Voilà la première version du racket mondialisé, gravée non pas dans le droit, mais dans l'infamie, frappée du sceau de l'« ordonnance royale ».

Ce crime n'aurait jamais connu une telle longévité sans les complices locaux; courtiers de la dépendance. Jean-Pierre Boyer, grand stratège de l'humiliation nationale, inaugura cette triste tradition. Plutôt que de brandir l'épée de Vertières pour défendre l'indépendance, il baissa la tête et scella l'ordonnance

infâme. Il remit la clé du trésor national aux créanciers français et ouvrit un siècle de servitude budgétaire. Depuis lors, les descendants de Boyer se sont succédé, jouant le rôle de percepteurs de la dette coloniale et de gestionnaires attentifs des intérêts du capital néolibéral.

L'indépendance est réduite au rang d'un marché aux esclaves financiers, cédée à crédit. Elle s'écoula en sang et en or, tandis que les colonisateurs, le sourire aux lèvres, savouraient le commerce macabre de notre dignité liquidée. On baptisa cela « reconnaissance », comme si la liberté conquise par Dessalines et ses soldats avait besoin d'un certificat des chancelleries parisiennes. Plus d'un siècle a englouti des transferts massifs et a sacrifié des générations sur l'autel de la rente. Des écoles jamais bâties, des routes jamais tracées, des hôpitaux jamais sortis de terre témoignent de décennies de promesses trahies. Pendant ce temps, la France encaissait, souriait et trônait parmi les neuf nations les plus « développées ».

Les élites se sont appliquées à transformer Haïti en comptoir d'exportation, en guichet de remboursement, en machine à enrichir les autres. La France pillait à cœur ouvert, tandis que les esclaves aux talents arrachés servaient de relais, d'intermédiaires, soutirant leur dû dans le sillage du crime. La rançon ne fut pas seulement une affaire de frégates et de banques, elle fut aussi le fruit d'une collaboration active entre colonisateur et sous-traitants haïtiens.

Réparation, restitution

Pour sa liberté, Haïti a versé un tribut exorbitant pendant plus d'un siècle, alimentant la rapacité des puissances étrangères et à des banquiers sans scrupules. Aujourd'hui, un danger moral et symbolique menace de transformer en comédie bureaucratique l'exigence du peuple haïtien. Si la réparation devient synonyme de petits per diem, de privilèges distribués aux amis du pouvoir, alors c'est l'ultime profanation de l'héritage de Dessalines et tous nos ancêtres forgeurs de liberté. Car, au lieu de rendre justice au sang versé, on livrera la mémoire de 1804 au ridi-

cule d'un projet de corruption et de dilapidation de deniers publics.

La réparation ne doit pas être un rituel de salon, elle doit être chiffrée, juridiquement documentée et moralement impérative. Haïti ne tend pas la main ; elle présente la facture du remboursement. Si la France ou quiconque héritier de ce crime, refuse de payer, qu'on le sache.

Chaque génération haïtienne se lèvera pour rappeler, par tous les moyens, que l'indépendance ne se négocie pas et que la mémoire des ancêtres ne se marchandise pas.

Haïti est libre, mais surveillée comme un esclave en permission. Le braquage de 1825 n'est pas une note de bas de page, mais l'ADN de notre misère organisée, le code génétique de notre pauvreté structurelle, l'acte de naissance d'un pays placé sous perfusion, fabriqué par les USA et administré par nos propres élites. Chaque retard de développement en Haïti s'écrit à l'encre de sang de cet impôt colonial.

Le braquage de 1825 n'est pas un souvenir, c'est un mandat. Ce mandat, Haïti l'exécutera jusqu'au dernier sou. On ne joue pas impunément avec la dignité d'un peuple qui a payé sa liberté de son sang.

La France des Lumières, la France des Droits de l'Homme, recycle ses crimes en spectacle. Aujourd'hui, elle a restitué des crânes à Madagascar pour les exposer en vitrines. Pour Haïti, elle impose un CNHRR, tandis que les 150 millions de franc-or dorment toujours dans ses coffres, loin du crâne disparu du génial Toussaint Louverture à Fort de Joux, dans le Jura. Des têtes elle rend, reliques pour les peuples ; le magot elle le garde pour Paris. Voilà le vrai musée du colonialisme ! Coloniale hier, kleptomane aujourd'hui, républicaine à crédit éternel.

Grand Pré, Quartier Morin, 26 août 2025

* Hugue Célestin

Membre de :

- Federasyon Mouvan Demokratik Katye Moren (FEMO-DEK)
- Efò ak Solidarite pou Konstriksyon Altènativ Nasyonal Popilè (ESKANP)

GRENN PWONMENN

Èske se vre yo deside rezoud pwoblèm Ayiti toutbon ?

Pandan tout mwa pase a rive jouk kounnye a, nou ta kwè ke gwo otorite aletranje ki pran kontwòl Ayiti deside fè kichòy pou rezoud tout klas pwoblèm ki met peyi a tèt anba. Men nou pa bezwen kouri bat bravo, epi di mèsi Pè Etènèl ! Mwen pral detaye pou nou epi nou ka konprann pouki sa mwen pa fin kwè nan tout bèl pawòl yo.

Se nan dat 30 jiyè, youn mwa de sa, ke te gen youn reyinyon enpòtan nan Washington, nan katye jeneral Òganizasyon Eta Ameriken yo, ki gen ti non kout yo rele OEA a. Vwala ke Albert Ramdin, nouvo Sekretè jeneral OEA a, te relanse gwoup ki rele « *Les amis d'Haïti* » (Zanmi Ayiti yo) pou yo panche sou kesyon Ayiti a seryezman. Li di sa se youn « *priorite* », pou li, kivedi fòk sa reyalye « *le plus vite que possible* », jan yo di an Franse. Nou menm, an Kreyòl, nou ta ka di « *an 2 tan 3 mounman* ».

Mesye Ramdin, ki soti nan peyi Surinam, ki fè pati peyi Karayib yo, pran kesyon Ayiti a oserye. Li mande pou tout peyi nan Emisfè a, sètadi zòn Lamerik la, sitou Lamerik Latin, ak peyi nan Karayib la, pran kesyon Ayiti a akè. Li pase pran òganizasyon entènasyonal yo, tankou Bank Mondyal, Bank Entè-Amerikèn, BINUH, ki se Biro Entegre Nasyon Zini (ONU) ann Ayiti, ak gwoup Misyon Entènasyonal Sekirite Kenya a ann Ayiti. Jan nou wè l la, OEA, ki se òganizasyon pou peyi ann Amerik yo,

lonje men bay ONU, ki anbrase tout peyi sou latè, pou mande konkou pou travay la fèt ann Ayiti.

Se pou yo tout met ansanm, pote kole, pou jwenn touskilfo—lajan, twoup ak tout lòt sipò—pou sispann ak kesyon gang ki met peyi a tèt anba. Plis pase youn milyon moun vin oblije tounen refije nan pwòp peyi yo, paske y oblije kouri kite lakay yo anvan yo pèdi lavi yo. Epi se prèske lamwatye nan 12 milyon sitwayen nan peyi a k ap mouri anba grangou.

Anbasadè Ayiti nan OEA byen pale pou defann peyi l

Antretan, reprezantan Ayiti nan OEA, Anbasadè Myrtha Désulmé, te fè youn diskou pou l mon tre kijan Ayiti merite tou sa sekretè jeneral la mande pou peyi a. Li te di « *istwa Ayiti fè youn ak istwa lòt peyi nan zòn Lamerik la* », paske se premye peyi endependan, ki te ede lòt yo jwenn endependans yo. Donk, se youn « *dèt moral* » anfavè Ayiti lè yo tout met ansanm pou rezoud pwoblèm peyi a, ki vin gen ti non « *Peyi pi pòv nan Emisfè a* », youn nan peyi ki pi pòv sou latè. Anbasadè Désulmé di : « *Solida rite ak Ayiti pa dwe youn bagay konsa konsa, akòz sikonstans yo, ni non plis se pa youn kesyon de tretman gran Nèg anfavè ti male-re. Se youn kesyon fondamantal, pou ede mete Ayiti sou 2 pye militè l, ak tout respè pou sa nou rele "souvèntè peyi a k ap rete gran-*

moun lakay li, pa tankou ti moun k ap pran lòd nan men gran moun " ».

Li te vrèman pale byen pou pèp Ayisyen an. Li te tèmine diskou l la konsa : « *Nou vini isit la pou n relimen flanbo a, pa pou n chante lantèman peyi a. Pèp yisyen an merite viv. Li vrèman bezwen bonjan zanmi. Li bezwen nou tout ki la a* ».

Nou swete se pa akòz jan l te pale byen klè a ki fè li gen traka diplomatik kounnye a. Selon enfòmasyon nou genyen, sanble ke otorite ann Ayiti ta mande asistan anbasadè a, Jean Josué Pierre Dahom pou l ta pran kontwòl misyon an. Men anyen panko klè, paske Anbasadè te rantre ann Ayiti e l tounen epi nou wè li patisipe nan diskisyon nan OEA yo toujou. Se ta youn gwo pèt pou Ayiti si yo ta ranplase Anbasadè Myrtha Désulmé.

Youn kontra 10 zan ki sanble ak youn lavant peyi Ayiti

Jan bagay yo ap dewoule la a, m ap mande kisa ki pral rive ak Ayiti vre? Vwala ke otorite peyi a, kivedi Konsèy prezidansyèl tranzisyon an (KPT) ak Premye minis ta siyen youn kontra pou 10 lane avèk youn konpayi prive ki pral vin derasinen gang yo epi pran kontwòl kolekte lajan pou Leta.

Wi, se Mesye Erik Prince ki met koze a deyò. Nan dat 15 out (dawou pou mounn nan Nò), Mesye Prince, ki se fondatè konpayi ki rele Blackwater a, men ki gen youn nouvo konpanyi ki rele

Vectus Global, te deklare ke l siyen youn kontra 10 zan ak gouvènman ayisyen an pou l batay kont gang epi pran kontwòl kolekte lajan, sitou nan zòn fwontyè, paske depi gang yo fin pran kontwòl tout rout enpòtan nan peyi a, gouvènman an pèdi lamwatye lajan li te konn kolekte.

Selon sa Mesye Prince di, li pral deplwaye plizyè santèn konbatan ann Ayiti, k ap soti Etazini, nan peyi Lewòp yo ak nan Salvador. Y ap vini ak elikoptè, bato, elatriye, pou kontwòle tout gran rout ann Ayiti. Sa pral pran youn lane pou l konplete travay deplwaye tout twoup yo. Jan sa ye la a, nou tou konnen, kesyon gang nan panko ap rezoud vre. Epi, jan nou konprann kesyon an, se youn lame sivil etranje ki pral pran kontwòl peyi a.

Ki wòl gouvènman ameriken an nan jwèt sa a ?

Anvan no reponn kesyon sa a, n ap mande si pral gen youn antant avèk ekip OEA a ki sanse pral pran oserye sityasyon peyi Dayiti ? N ap mande tou ki antant ki genyen ant gouvènman prezidan Donald Trump la avèk òganizasyon Mesye Prince la ? Paske, nou li byen klè sou entènèt lè ke Erik Prince se zanmi prezidan Donald Trump.

Sa fè nou reflechi anpil, paske nan reyinyon OEA te fè sou sityasyon Ayiti a, nou tande te gen patisipasyon OEA, ONU ak CARICOM, kivedi peyi Karayib yo ke Ayiti fè pati yo tou. Men nou pa t tande non Etazini mansyonnen okenn kote.

Alò, n ap mande si pa gen youn kontra sekre ki pase ant gouvènman ameriken an avèk òganizasyon Erik Prince la, pou vin pran kontwòl Ayiti ? Kòm nou konnen, nan dat 28 jiyè 1915, twoup ameriken te debake ann

Ayiti, yo pran kontwòl peyi a pou 19 an, jouk nan dat 15 out (dawou) 1934.

Menm anvan twoup yo te debake nan mwa jiyè, depi nan dat 17 desanm 1914, youn ekip solda Marines ameriken, ame jouk nan dan, te debake Pòto prens epi t al tou dwat nan Bank Santral peyi a, pou pran 500 mil dola rezèv lò peyi a, ke yo te sanse al depoze an sekirite nan *City Bank of New York*, ki se paran *Citibank* nou konnen kounnye a. Jiskaprezan lajan sa a toujou an sekirite nou pa konn ki kote. Men selon etid ki te fèt nan lane 2022, lajan an monte vin anviwon 13 milya (billion) dola. Èske Ayiti ap pèdi lajan sa a pou vitam etènem, osnon èske Etazini pa fèt pou rep-eye Ayiti lajan sa a, ki ka sèvi pou ede devlope Ayiti, ansanm ak plis pase 21 milya dola Lafrans dwe Ayiti?

Nou menm, nou kwè ke gen anpil gwo peyi, Etazini an premye, ki ta renmen pran kontwòl Ayiti, akòz tout richès peyi a gen anba tè, tankou lò, kivi, petwòl, men sitou iridyòm (*uridium* ann Angle), youn pwodui metal ki enpòtan pase tout lòt metal yo. Epi se Ayiti, apre Lafrik di Sid, ki dezyèm peyi ki pwodui plis iridyòm.

Jan bagay yo ap dewoule anba je nou, Ayiti p ap rete anba kontwòl gang lokal yo pou anpil tan. Men nou kwè Ayisyen natif natal ap oblije pran anpil prekasyon pou yo pa pèdi Ayiti tout bon. Paske gang ofisyèl nan nivo entènasyonal, konvwate peyi a, akòz richès anba tè peyi a, byen ke l sanse "peyi pi pòv nan Emisfè a" youn nan sa ki pi pòv sou tout latè ? Antouka, pwovèb la byen di : « *Larivyè avèti pa touye kokobe !* »

**TiRenm/
Grenn Pwonmennen**



SUBVENTION POUR LE FOOTBALL : LE DISCOURS QUI NE PASSE PAS

Quand un bel élan de soutien au football haïtien se transforme en scène de disgrâce politique

Par Frantz Dubreuil *

Lundi 25 août, le gouvernement a marqué un geste fort : une subvention de 100 millions de gourdes octroyée au Comité de normalisation de la Fédération haïtienne de football pour soutenir les Grenadiers U17, qualifiés pour la Coupe du monde au Qatar, ainsi que les sélections nationales masculines et féminines.

Un acte salué par tous, attendu depuis longtemps et qui aurait dû rassembler autour d'un mot d'ordre : unité nationale et espoir pour la jeunesse.

Mais l'éclat de ce moment historique a été totalement terni par un choix incompréhensible : donner la parole à la ministre de la Jeunesse, des Sports et de l'Action civique, Mme Niola Lynn Sarah D. Octavius, une personnalité empêtrée dans les plus graves scandales de corruption de la transition.

Car faut-il le rappeler, le rapport bien documenté d'Ensemble Contre la Corruption (ECC) a dénoncé le

siphonnage massif des fonds du MJSAC : plusieurs millions de gourdes détournés pour des festivités et commémorations civiles truquées, des chèques détournés, des jeunes ranconnés, des bénéficiaires humiliés, un programme jeunesse vidé de son sens.

Et comme si cela ne suffisait pas, l'ULCC est venue enfoncer le clou : perquisitions, saisies de documents et découverte d'un coffre-fort bourré d'argent liquide dans les murs du ministère. Dans n'importe quel État sérieux, ces révélations suffiraient à écarteler la ministre de Son poste, voire de toute tribune publique.

Mais, derrière elle, se trouve un réseau de parrains douteux. En effet, la ministre Octavius n'est pas une anomalie isolée.

Elle est le produit d'un système où un groupuscule politique REN et une officine CHRAD s'arrogent le droit de placer leurs pions au passé et aux compétences douteuses dans les hautes sphères de l'État.

C'est ce tandem qui a porté son

nom pour diriger le MJSAC, comme ils ont imposé au ministère de l'Environnement un autre de leurs poulains.

Mais l'exemple le plus accablant



Niola Lynn Sarah Octavius, ministre des Sports

reste celui d'Evans Souffrant, proposé comme ambassadeur d'Haïti au Vatican et célébré publiquement au

siège du REN en avril dernier, entouré de Jimmy Albert et de figures de la pernicieuse plateforme.

Deux ans plus tôt déjà, des dénonciations faisaient état de sa gestion calamiteuse et de pratiques douteuses liées à des cartes de débit au ministère des Cultes. Et voilà qu'avant-hier, Souffrant a été arrêté à l'Arcahaie alors qu'il tentait de fuir, sous le coup d'un mandat d'amener pour son implication présumée dans un trafic d'armes lié à l'Église épiscopale.

Un scandale qui jette l'opprobre sur Haïti auprès du Vatican et qui il l'us tre la légèreté criminelle avec laquelle le REN et le CHRAD façonent, si non torpillent la transition : des minis tres éclaboussés par la corruption, un ambassadeur empêtré dans le trafic des armes de guerre.

Mais, la décision qui insulte la jeunesse et que d'aucuns n'arrivent pas à comprendre : comment lui avoir donné la parole dans cette noble cérémonie de subvention ?

On a pu toutefois comprendre

pourquoi la Primature a pris soin de ne pas transiter la subvention par le MJSAC. Car au regard de ce qui a déjà été englouti et détourné, rien ne garantirait que cet argent aurait réellement servi au football et aux jeunes.

Mais si ce choix procédural était judicieux, pourquoi souiller l'instant en laissant la ministre Octavius parler au nom du sport et de la jeunesse ? Comment peut-on confier un message d'encouragement à celle dont l'image est associée au pillage de fonds censés justement soutenir ces mêmes jeunes et sportifs ?

Le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé voulait sans doute inscrire son geste dans l'histoire comme une main tendue vers le football et la jeunesse haïtienne. Mais l'histoire retient dra aussi qu'au moment de célébrer un bel élan, il a laissé s'exprimer une voix discréditée et souillée, symbole de tout ce que la jeunesse rejette.

Monsieur le Premier ministre, l'histoire vous regarde. Et, sur Mme Octavius, elle a déjà son idée.

*Frantz Dubreuil, SOS SPORT

HAPPENNINGS!

Continued from page 1

action regarding Haiti. The Surinamese diplomat, who is the first Secretary General from a country allied to the Caribbean region, showed real compassion for Haiti, and he wasted no time in tackling the problems faced by the first Black independent nation in the world, the second in the Western Hemisphere, second only to the United States of America. But today Haiti is nicknamed "The poorest country of the Hemisphere," one of the poorest in the world.

Secretary Ramdin calls on all the countries of the Hemisphere, some of which are morally indebted to Haiti, which helped them in their war of independence, to join in the plan to change the situation in Haiti. He also calls on the World Bank, the Inter-American Development Bank, the United Nations, via its BINUH office in Haiti to join the fray. Mr. Ramdin is seeking \$2.6 billion for his plan for Haiti, including \$1.3 billion for security.

Myrtha Désulmé, Haiti's representative to the OAS, thanked the Secretary General for his concern for Haiti and added that "the solidarity with Haiti is welcomed, as a moral debt toward the country," due to history that links Haiti

to the hemisphere. She added that such help should be "respectful of the country's sovereignty."

A private army nullifying Haiti's sovereignty

This leads us to question a plan of the Haitian authorities, that is the 9-headed Presidential Council of Transition (CPT by its French acronym) and the Prime Minister, who signed a 10-year contract with a U.S. citizen, to fight the gangs in Haiti and be involved in collecting funds for the government. According to Erick Prince, the founder of the Blackwater private security company, now heading Vectus Global, said within a month he will have hundreds of combatants in Haiti, coming from the U.S., Europe and El Salvador, with helicopters and boats to deal with the gangs. Some will be involved in collecting funds, especially from people doing business with Haiti via the border with the Dominican Republic. For, with the gangs controlling major highways in Haiti, the government take in collected funds dwindled to half what they were a year or so earlier. Meanwhile the authorities in Port-au-Prince have said nothing about the secret contract with Mr. Prince.

Although the American government denies any involvement

in the contract of Mr. Prince with the Haitian authorities one wonders whether there may be a secret understanding with Erick Prince whose friendship with President Trump is not a secret.



Ambassador Myrtha Désulmé

What about the involvement of Haitians

What's the involvement of Haitians themselves in what concerns their future?

In all the discussions concerning Haiti, nothing is said about having Haitians take control of their own security. We contend that the international community, the U.S. in the lead, has great responsibility in the insecurity at the base of all other current problems, including Haitians being refugees in their own country, as they're chased

ed out of their homes. More over, about half of the population of 12 million suffer from acute hunger.

When, on October 15, 1994, President Bill Clinton dispatched more than 20,000 U.S. troops to return President Aristide to power in Port-au-Prince, after a two-year golden exile in Washington, the path of insecurity was paved. In January 1995, President Aristide, who was still being protected by U.S. troops, disbanded the Haitian Army (French acronym FAd'H), in revenge for the coup d'état of September 30, 1991, that toppled him eight months after he was inaugurated on February 7, 1991. He could have dealt with the rotten oranges without throwing out the whole basket of fruit, because the whole army was not involved in the coup.

And the era of current gangs began

While Uncle Sam's troops were protecting him, Aristide began organizing the "chimères" (ghosts), his private army of gangs with distinctive names, such as "Sleep in the Woods Army," "Red Army," "Sadam Hussein Army," "Cannibal Army" and more. These were the precursors of today's gangs, which got a boost from President Michel Joseph Martelly (2011-2016). They were officialized by President Jovenel Moïse when he attended the inauguration of a gang federation in 2023, in the company of Helen

La Lime, the head of BINUH, the UN Integrated Office in Haiti.

The gangs began flourishing in Haiti under the glare of MINUSTHA, the UN Mission to stabilize Haiti, which came to the country in 2004. They continued to expand under MINJUSTH, the UN Mission for Justice in Haiti, which was replaced by BINUH, still in the country.

I contend that the Haitian Army, the FAd'H, should be fully remobilized, because when it existed, its agents were in all the cities and towns, while in Haiti's countryside, the Police Rural and their accessories, the *Soukèt Lawouze* (dew shakers) comprised an excellent intelligence system that kept Army headquarters, in Port-au-Prince abreast of any destabilizing movement in any part of the land. We believe in support for the Haitian National Police, as it operates mainly in Port-au-Prince and in major cities. But to counteract the gangs, one needs the Haitian Armed Forces, not foreign troops, who don't know the culture and the language of the people.

Therefore, I would advise that in their programs for Haiti, the bigwigs of the international community should prioritize the full remobilization of the Haitian Armed forces, under legitimate democratic leadership, that eschews corruption and impunity.

RAJ

LES PROMESSES D' ACTIONS MUSCLÉES RAPIDES DE VLADIMIR PARAISON TARDENT À SE CONCRÉTISER

Les bandes armées continuent leurs attaques où ils veulent et quand ils veulent

L'appel de Barbecue aux déplacés à rentrer chez eux ne fait pas l'unanimité...

Suite de la page 1

tégie de lutte contre ces bandits, ou encore doter la garnison locale d'équipements adéquats pour repousser ces offensives. Après tous ces assauts, qui se suivent quasiment chaque semaine ou deux, on est en droit de croire qu'une force de Police compétente, et à la hauteur de ses responsabilités, serait en mesure de prévoir ces agressions, qui seraient prévisibles aux défenseurs de la cité, moyennant que ces derniers, à l'instar d'une force de sécurité possédant un système de renseignements opérationnel. Mais cette lacune apparente vient confirmer les accusations portées contre les dirigeants faisant état du détournement des fonds alloués, à cette fin, dans le budget national.

Si proche du siège de direction de la PNH, Kenscoff aussi vulnérable que les zones de l'Artibonite

Cette situation est déroutante, car si proche du siège de direction de la PNH, Kossoff rivalise avec Liancourt, Petite Rivière de l'Artibonite ou encore Pont Sondé, zones situées dans le département de l'Artibonite changées en victimes privilégiées des gangs *Gran Grif* et *Koko Rat San Ras* de Savien, dirigés respectivement par Luckson Elan et Mèyè, ce dernier a été tué lors d'un accrochage avec des membres d'un groupe d'autodéfense.

Depuis que, après une descente des agents de la PNH, dans le fief du gang *Kraze Baryè*, dirigé par Vitelhomme Innocent, qui s'était soldée par la fuite de ce dernier vers une autre zone éloignée de son territoire, ses activités criminelles ont grandement diminué. Cependant, Kenscoff, situé dans les hauteurs de Pétiouville, a vu s'intensifier les attaques des bandits de « *Viv Ansanm* ». Aussi ces derniers rivalisent-ils avec leurs alliés de l'Artibonite, « *Gran Grif* » et « *Koko Rat San*



Frantz Elbé

Ras », semant la terreur au sein de la population.

Il faut souligner que, à l'instar de Savien, Pont Sondé, Croix Périisse et Gros Morne, dans l'Artibonite, où chaque attaque des gangs donne lieu à des assassinats, des blessés et la destruction par le feu de maisons, en sus de la fuite des habitants vers d'autres régions pour échapper à la mort, Kenscoff en est également victime.

Saut-d'Eau et

Mirebalais, dans le Centre, ajoutées à la liste des victimes

Longtemps préservées des attaques de gangs, car ces dernières n'y avaient pas encore élu domicile, Saut-d'Eau et Mirebalais étaient préservées de la fureur des gangs armés. Mais cette situation a changé, au mois de mars, quand les malfrats de « *Viv Ansanm* » ont fait leur entrée, d'abord à Saut-d'Eau, puis à Mirebalais, laissant derrière eux, dans les deux villes, cadavres, blessés, maisons incendiées, en plus de résidences et entreprises pillées.

Bien que la Police nationale ait lancé une riposte, celle-ci ne correspond pas au niveau de l'offensive des bandits et ne les a pas chassés de manière permanente. La riposte des policiers haïtiens n'a pas empêché, non plus, la mise à sac de l'Hôpital Universitaire de Mirebalais, une institution médicale de référence; la destruction du commissariat de Police, ainsi que la destruction par le feu

du marché moderne de cette ville, dont la construction a coûté USD 60 millions \$.

Les habitants de Mirebalais déplacés n'ont pas retournés leurs résidences, parce que les malfrats y retournent quand ils veulent, car assurés que leurs attaques n'auront pas une réplique musclée de la part des forces de l'ordre.

Désormais, l'Hôpital Universitaire de Mirebalais a dû fermer ses portes et le personnel, hautement qualifié, s'est retrouvé au chômage, obligé de s'expatrier.

Il semble que, depuis l'attaque dirigée sur ces villes, par les gangs armés, le gouvernement intérimaire n'ait pas pris de décision visant à sécuriser ces territoires perdus et d'empêcher les criminels d'y retourner et relancer une autre offensive. Ce qui a pour conséquence le dépeuplement de ces villes, les propriétaires de maisons incendiées, dévalisées ou, autrement, rendues inhospita-

Suite en page 8

CONSTATANT L'ÉCHEC DE LA MMAS, WASHINGTON PORTE SON ESPÉRANCE AILLEURS En tandem avec le Panama, projet d'une nouvelle force multinationale Une résolution bientôt soumise au vote au Conseil de sécurité de l'ONU

Suite de la page 1

face aux défis sécuritaires que représentent les gangs armés imposent, les États-Unis disent s'engager à soutenir des initiatives visant à mettre les bandits au rencart et à protéger les citoyens contre la montée de la violence perpétrée par les gangs.

Cette idée s'est donc transformée, à l'initiative des États-Unis et du Panama, en un projet, qui sera soumis aux délibérations, puis au vote, au Conseil de sécurité des Nations Unies, une résolution dont l'objectif consiste à mettre en place une force multinationale pour lutter contre les gangs. Dans cet ordre d'idées, il est prévu, en même temps de créer, en Haïti, un bureau d'appui de l'organisme mondial ayant pour mandat la fourniture d'un soutien logistique et opérationnel aux efforts déployés sur le terrain par les pays qui auront décidé de contribuer des troupes et les dirigeants haïtiens.

À l'instar des responsabilités qu'ils avaient assumées, dans le choix du Kenya, pour diriger la mission multinationale, d'abord militaire, puis changée en force de police, sous la direction du Kenya, les États-Unis jouent le rôle de leader, dans la construction de cette nouvelle force. Me nant encore cette nouvelle initiative, Washington fait appel aux pays

membres du Conseil de sécurité à prendre des dispositions claires pour soutenir cette initiative. Ce qui consiste à renforcer la solidarité internationale, envers le



Le président américain Donald J. Trump

peuple haïtien, en sus de respecter sa souveraineté et ses aspirations.

Il faut éviter les erreurs commises dans le choix du Kenya pour diriger la MMAS

De toute évidence, la Missions multinationale d'appui à la sécurité, en Haïti, était, au départ vouée à l'échec. Sans avoir toutes les données relatives à la manière dont le dossier Haïti, piloté par les États-Unis, avait fait son entrée au Conseil de sécurité de l'ONU, il n'avait pas été accueilli favorablement par la majorité des pays membres. Bien qu'ayant compris qu'il y existait une certaine réti-

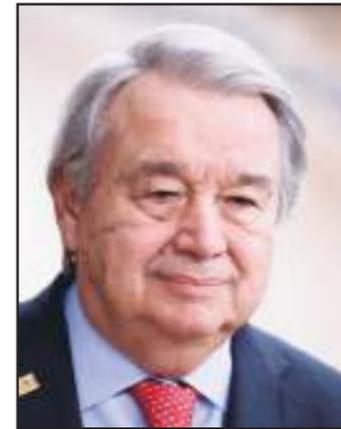
cence à l'égard de ce projet, Washington, de concert avec le Canada et d'autres partenaires non identifiés, se mettait en tête que, cette réticence envers la première république noire du monde, qui a tenu la dragée haute, à cette initiative, semblaient s'imaginer, la persuasion aidant, d'autres partenaires allaient s'embarquer dans le projet, au fur et à mesure qu'il évoluait. Mais, la réticence à l'égard de la Police kenyane placée à la tête d'une mission d'abord militaire, dont le changement est arrivé en cours de route, persistait. Le financement de ce projet, que les Américains souhaitaient trouver, pour éviter d'assumer, à eux seuls, le coût de la MMAS, n'a pas été trouvé. Dé-



Colonel Godfrey Otunge, commandant de la MMAS, en Haïti

ployée sur le terrain, en Haïti, en

tant que mission non onusienne, donc privée de la contribution des membres, cette force internationale restera toujours non onusienne,



Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres

ne, et les Américains rechignaient à continuer à faire seuls les frais de cette mission. Sur béquille financièrement, dès le début, la MMAS le restera tout au long de son déploiement, le gouvernement se plaignant constamment que le financement n'était pas au rendez-vous.

Mais il semble que les États-Unis, qui n'avaient pu convaincre le Canada ou quelque autre pays amis à prendre le leadership de la MMAS, aient opté pour le Kenya comme dernier recours. Aussi la décision d'embarquer ce pays africain, dans ce projet, était-elle prise, à la va-vite,

sans que toutes les moyens relatifs au financement n'aient été mises en place. En tout cas, Washington n'avait jamais pu résoudre tous les problèmes auxquels se trouvait confronté son initiative kenyane. Il y a aussi, les pays influencés par la Fédération de Russie et de la Chine, au sein de l'ONU, qui avaient des problèmes avec la manière dont les Américains géraient cette les crises haïtiennes, laminant la souveraineté du pays et donnant l'impression d'avoir avec lui la relation d'un subalterne. À cet égard, même les pays africains ne s'étaient pas affichés avec la mission kenyane.

À la lumière des éléments nouvellement débattus dans l'actualité internationale, mais surtout ceux relatifs aux relations des pays coloniaux avec leurs anciennes colonies, ainsi que les injustices que celles-ci ont endurées, surtout Haïti, par rapport à la France et les États-Unis, dont les agissements ont été largement discutés et analysés, dans la presse internationale, la sympathie diplomatique a, sans nul doute, grandement diminué.

Dans de telles conditions, il est possible que le projet États-Unis-Panama, aux Nations Unies, se retrouve sur un « chemin mal aisé ».

L.J.

LES PROMESSES D' ACTIONS MUSCLÉES RAPIDES DE VLADIMIR PARAISON TARDENT À SE CONCRÉTISER

Les bandes armées continuent leurs attaques où ils veulent et quand ils veulent

L'appel de Barbecue aux déplacés à rentrer chez eux ne fait pas l'unanimité...

Suite de la page 7

lières, ne pouvant y retourner y vivre, car totalement dépourvus de moyens pour financer leur réparations ou reconstructions.

Les bandits toujours présents

Une autre preuve que le gouvernement haïtien a cédé les villes envahies et détruites, en plus d'être pillées, par les gangs armés reste la présence permanente de ces derniers.

En effet, le pèlerinage à Sceau-d'Eau, qui se déroule chaque année, du 14 au 16 juillet, n'a pas attiré la foule de visiteurs mélangés au pèlerins qui y accourraient de tous les coins du pays et venus de l'étranger. Car les gangs y faisaient la fête, durant ces deux jours, obligeant le curé de la paroisse à rester loin de son église, au moment où la Vierge Marie, patronne de la ville, était honorée.

La raison était que, prévenu du projet des bandits de prendre la paroisse d'assaut, dans le cadre de la célébration de la fête patronale, le gouvernement n'a pas su prendre des dispositions pour sécuriser la ville. Ni tenter d'ordonner l'arrestation des membres de « Viv Ansanm », qui y faisaient la pluie et le beau temps.

Kenscoff et ses communes, comme les zones de l'Artibonite, victimes privilégiées de « Viv Ansanm »

Il semble que les gangs armés, soient ceux de « Viv Ansanm », de « Grand Grif » et de « Koko Rat San Ras », considèrent Kenscoff, dans l'Ouest, ou Savien, Pont-Sondé, Croix Périssette ou encore Gros Morne, comme leurs cibles privilégiées. Car ils y mènent des offensives, encore et toujours, y semant le deuil, la destruction et la désolation, ici et là, avec impunité.

La présence de Vladimir Paraison, comme directeur général de la PNH, n'a pas stoppé les offensives sur les communautés, occasionnant la violence brutale sur les citoyens, faisant des morts, des blessés et incendiant leurs maisons, en sus de provoquer des déplacements massifs de familles entières, mises en déroute dans leurs propres communautés et forcés de trouver refuges ailleurs pour se loger.

Rien n'a encore changé, avec M. Paraison aux commandes de la PNH. Les malfrats continuent d'assassiner des policiers, comme cela se faisait avec Rameau Normil, Frantz Elbé, avant lui et Léon Charles, le prédécesseur de celui-ci. En tout cas, il semble que le nouveau DG de la PNH n'ait pas encore trouvé la bonne formule pour, même commencer, à imposer respect aux bandits.

Les hommes de Barbecue sont retournés, dans une autre commune de Kenscoff, à Gëlin,

dans la soirée du lundi 1^{er} septembre. Si aucune victime n'a encore été rapportée, l'agent exécutif intérimaire de Kenscoff, Massillon Jean, a indiqué que plusieurs maisons ont été incendiées par des hommes armés de la coalition « Viv Ansanm », qui ont également volé des animaux des agriculteurs.

Aujourd'hui, même au sein de la PNH, l'espoir d'un changement, sous la direction de Paraison, ne s'est pas encore manifesté. Bien que l'appel lancé par Barbecue aux déplacés, les invitant à retourner chez eux, parce que ses gangs, regroupés, au sein de la coalition « Viv Ansanm », ont décrété la paix, cette invitation n'a pas été unanimement observée. Nombre de familles, de retour à leurs résidences, ont constaté qu'il n'était plus possible de vivre dans leurs maisons, celles-ci ayant été dévalisées et endommagées, alors qu'elles ne possèdent de moyens financiers

pour faire les réparations, ni pour remplacer le mobilier qui a été emporté.

Par ailleurs, la Police à lancé un avertissement aux familles de Solino et d'autres quartiers de Port-au-Prince dont elles avaient été chassées par la violence des gangs armés, qu'il faut se garder de donner dans le panneau, par rapport à l'invitation de Jimmy Chérisier, celle-ci n'offrant aucune garantie.

En clair donc, Vladimir Paraison n'est toujours pas en mesure de rassurer la population, quant aux moyens dont il dispose pour mater les gangs. Et rien n'autorise à croire, qu'il aura des possibilités de faire l'acquisition d'équipements modernes adéquats, et qu'il aura de meilleures chances que ses prédécesseurs, de bien armer ses troupes, surtout son successeur immédiat, Rameau Normil.

L.J.



LA COUPE D'EUROPE FEMININE

Succès populaire et record d'audience

Haïti : La corruption et la drogue détruisent un demi-siècle de sacrifices

Suite de la page 4

AMSUD encore très en retard

Dans cette analyse globale, contrairement au soccer masculin, l'Amérique du Sud affiche un énorme retard, tant au niveau de la qualité du jeu, et surtout de l'audience populaire. Il suffit de faire une comparaison même hâtive entre les deux compétitions continentales l'Euro et la Copa America, dont les calendriers ont été quasi similaires récemment, pour être convaincu de l'énorme retard du nouveau continent, par rapport à l'Europe, pour conclure qu'à ce niveau l'AMSUD accuse un gros décalage de niveau, comparé au vieux continent, malgré le fait que le Brésil et la Colombie semblent déterminés à combler leur flagrant retard. Dans la Copa America, se déroulant, en ce moment, les stades presque vides, chaque soir en Équateur, depuis le début, lors des affiches, laissent deviner le long chemin à parcourir.

Espérons que la finale, qui opposera le Brésil à la Colombie, ce weekend, avec la présence de deux grandes stars, de part d'autre, Linda Caicedo, la Colombienne et vedette du Real Madrid, d'une part, et l'insubliable et immortelle Martha, dans l'équipe brésilienne, attirent la grande foule.

Une finale de rêve

Exceptionnel et unique ce gala de la finale de la Copa 2025 ! D'abord, le décor ! Succès populaire énorme, tranchant avec l'ambiance désertique des stades équatoriens des journées précédentes. Des milliers de supporters des deux finalistes ont accouru à Quito, créant une ambiance et un décor inhabituels pour un match féminin. Des milliers de Colombiens en foulés bigarrés, beaucoup de femmes, surtout des familles entières vêtues du maillot de leur pays. Mais aussi, presque autant de Cariocas; la couleur jaune dominant dans les couleurs des deux pays ne permettant pas d'évaluer quel pays a remporté la guerre des Tribunaux. Autre fait marquant : le Brésil a dominé Cértes, meme outrageusement, mais n'a jamais vraiment donné la sensation de faire plier les Cafeteras, qui ont lutté et qui, à un moment, a fait douter les Cariocas.

Le match spectaculaire offrit un chassé-croisé au tableau d'affichage, les Colombiens prenant l'avantage, puis se font rejoindre, puis dépassés. Retrouvent l'espoir par miracle d'un auto goal, à l'agonie du match, pour aller aux extra time, finissant sur un 4-4, qui en dit long sur les suspens qui a marqué ce match inoubliable. On n'était pas au bout de nos émotions, le Brésil l'arrachant sur le fil 5 penalties (de héroïne Martha sortant du banc peu avant la fin pour relancer son équipe avec deux buts, dont le premier vraiment d'anthologie sur un missile de gauche, hors de la surface, puis un deuxième, qui sauva le Brésil, au crépuscule, puis faiblit être la crucifiée, échouant lors des tirs de réparation; un suspens et une émotion qui sauvèrent cette dixième Copa, car elle souffrait du parallèle avec l'Euro.

Haïti : Précurseur et modèle

C'est face à ce constat que les promoteurs du foot féminin, des 1971, ont multiplié les sacrifices pour pousser le mouvement, de ses balbutiements avec des clubs comme Excelsior F, Gladiatrices, Amazones, Suprêmes, Super F, Tigresses, etc., et, malgré les moyens dérisoires et tout à fait personnels des dirigeants, sans sponsor, sans un centime de l'Etat et, plus regrettable, sans un centime d'appuis des nombreuses organisations féministes, pourtant très actives et recevant une assistance internationale massive dans le pays, malgré ces lourds handicaps, les promoteurs comme des fous inspirés, ont fait du football féminin haïtien l'un des plus avancés du monde, et ceci dès les premières années 1971/1980, si bien que, à partir la saison 1976, une sélection féminine a réalisé une tournée brillante en France, la première fois qu'une équipe sportive non fédérale voyageait en France et en Europe, parce que les promoteurs étaient déterminés à évoluer tout près de l'élite mondiale.

Deux ans plus tard, c'était le tour des USA et du Mexique de recevoir une sélection haïtienne voyageant à ses frais. Mieux, dans cette vision et ambition d'avenir Haïti a été parmi les 40 pays membres de la confédération régionale. Le seul pays candidat, la seule nation ayant accepté, sans aucune subvention de la CONCACAF, d'être hôte de la toute première éliminatoire de la première Coupe du monde féminine de la FIFA à se porter volontaire pour accueillir la phase éliminatoire de la première Coupe du monde de football fémi-

nin. Mieux encore, le président Jean-Bertrand Aristide ayant même été le premier chef d'Etat du monde à honorer de sa présence, officiellement, ces premiers matches internationaux autorisés de football féminin, lors du primordial-FIFA-CONCACAF, en avril 1991, dans un stade en délire, chaque soir, pendant une quinzaine de jours. Haïti a donc été un pays phare, précurseur à donner ses lettres de noblesse au foot féminin, et cette bataille royale a été sans relâche. Il faut ajouter que, peu avant, en 1982, Haïti a encore été le seul pays d'Amérique à faire le déplacement, jusqu'à la lointaine Chine-Taïwan, pour participer au 1^{er} Premier Mondial féminin sur invitation.

Et c'est, cette fois, cette passion, ce même esprit de dépasser nos limites qui ont inspiré et motivé la création de la toute première Académie d'élite de football féminin au monde de Sport-Étude avec prise en charge complète, en 2010, sans aucune subvention, ni de l'Etat, ni d'aucun sponsor, qui a ébloui le monde, au point qu'en 2019, la FIFA a invité, au Maroc, les responsables haïtiens à son congrès mondial, afin d'exposer, pour 210 pays invités et faire découvrir, en vue de l'imiter et reproduire ce modèle haïtien unique, le faire reproduire, copier, sur la planète entière, comme modèle, garantie de succès, honorant ainsi le symbole, de réussite et de foi dans le football joué par les femmes. Haïti va, sans argent, montrer ce que la passion et la compétence peuvent accomplir.

Mais, ce n'est pas sans raison qu'à partir de 2017/2019 des clubs du monde, de France surtout, sont venus ici chercher l'oiseau rare pouvant renforcer leur équipe féminine. Et, fait notable, en moins de deux ans, on en était arrivé à presque trente-cinq joueuses ayant signé, soit au Canada, soit en France, soit au Chili... et la liste de celles attendant leur majorité, leurs 18 ans, pour aller vivre leur passion et étaler leur immense talent, en attendant que soient devenus disponibles des mentors de 18 ans. Les carnets d'adresse étant remplis, la Fédération haïtienne de football (FHF), par stratégie, de faciliter à ces joueuses au statut très pauvre



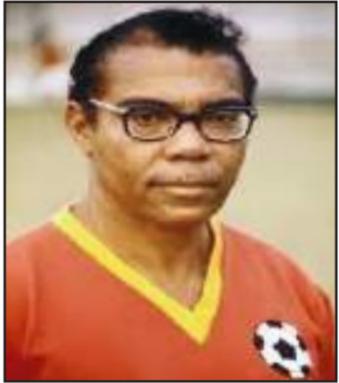
Défunt défenseur haïtien Ernst Jean-Joseph

ayant décidé de laisser partir ces enfants, sans demander un centime de prime de formation, les dirigeants préférant sur un échange de collaboration utilisant, par exemple, les infrastructures de ces clubs pour des stages longs de ces sélections de jeunes. Génia! Des pays comme la Chine, le Japon, la Russie, le Viet Nam, la Russie, et d'autres, tel que l'Espagne étaient sur les rangs pour avoir leurs Haïtiens.

Mais, dommage, deux facteurs allaient ralentir les vagues de départ : Pays lock, en 2019, et, en 2020, ceux qui ont senti qu'il y avait moyen de faire leur beurre, de gagner du pognon, ont monté leur stratégie, sans savoir que l'Académie fonctionnait et vivait du dévouement, et surtout de la crédibilité de ses initiateurs, qui obtenaient de l'aide de dizaines de bienfaiteurs anonymes, la FIFA ignorant la réalité du projet et voulant justifier son slogan zéro tolérance lancé, après l'« affaire d'Afghanistan », se laissa entraîner par les propres dirigeants de la FHF, en complicité avec les forces de la drogue et de corruption voulant prendre d'assaut la direction des Clubs et de la FHF, pour blanchir les millions venant de toutes formes de trafics illicites.

Il est donc douloureux et choquant qu'au moment où le football féminin prend son envol, dans le monde entier, vers la popularité dont ont rêvé ses pionniers, en Haïti, notre pays, qui avait plusieurs longueurs d'avance, fruit de l'investissement de promoteurs désintéressés, c'est à cet instant précis qu'il est tom-

bé quasiment à zéro, au point que, pas une seule compétition de football féminin ne s'est disputée, en Haïti, depuis ces six dernières années, de 2019 à 2025. Les Clubs phares, Aigle Brillant, Brillant, Valentina, Tigresses ont fait de gros sacrifices pour maintenir un noyau de jeunes joueuses à l'entraînement, mais sans compétitions, sans aucun signe de la FHF et



Antoine Tassy, défunt entraîneur fédéral de l'Equipe nationale.

démotivés, sans objectifs concrets de compétition, ils ont préféré affecter le peu de ressources données par les membres à supporter les jeunes dans leurs études. Et comme huit cents jeunes de 10 à 20 ans, qui étaient en formation, à Camp Nous, ont été renvoyés du Centre, dès l'annonce, en 2020, des premières suspensions de la FIFA, puisqu'ils n'avaient plus de quoi manger, ne disposaient plus de nouveaux matériels en remplacement de ceux (ballons, chaussures, etc.) épuisés, plus de nourriture, plus d'essence de génératrice pour générer l'électricité, plus de médicaments pour les malades blessés, même plus de produits pour lessive, en plus le renvoi des entraîneurs impayés pendant plusieurs mois, tous se sont mis à protester, mêlant leur cris à ceux des enfants... la misère s'installait, suite aux pénuries avec des cris relayés dans l'opinion. Malesment, les jeunes étaient même harcelés, ap proches pour des montages mensongers contre ceux dont les corrompus voulaient la tête. Il y eut même, suivant la manière haïtienne, des manifestations de jeunes exhibant des pancartes exprimant le ras le bol, et des conférences de dénonciation des coaches, il n'y eut d'autre alternative que d'envoyer tous les pensionnaires, filles et garçons, en vacances et leurs formateurs en encadreurs aussi.

Ces athlètes sont donc partis dans leurs modestes familles, laissant même leurs effets personnels (lab-top, vêtements...), croyant en la parole des nouveaux maîtres intronisés, en décembre 2020, par la FIFA, il n'y eut jamais de réouverture. Alors, certains des parents des enfants décidèrent de les envoyer en exil en



Gérard Raoul Rouzier, l'unique Haïtien à avoir été membre du Conseil exécutif de la CIBACAF ET DE LA FIFA.

catastrophe, car, avec fracas, la plupart ont pu récupérer les passeports de leurs enfants, qui continuaient à faire l'objet de persécution et d'intimidation, par des appels anonymes, de menaces. Et, comme Haïti est un pays où les intimidations sont souvent suivies de disparitions ou d'assassinats, les parents eurent vite fait d'expédier leur progéniture à l'étranger. Mais, ils n'étaient pas au bout de leur malheur, puisque, sans carnet de notes scolaires offi-

ciels, restés à la FHF, illégaux aux USA, leur seule alternative, pour survivre, a été au moins de travailler « illégalement » la nuit. Ainsi donc, ces joueuses et joueurs, pourtant mondialistes en FIFA- U20 France 2018 où ces garçons Mondial FIFA U17 Brésil 2019 continuèrent de souffrir aux USA.

L'arrivée du nouveau pouvoir politique, aux USA, les plonge dans une angoisse terrible, sans même pouvoir signer dans un club, aux USA (il faut être légal) pour travailler, vu les mesures anti-immigrants strictes en vigueur, dans ce pays. La FHF de facto, qui, parallèlement, a révoqué tous les coaches, professeurs d'école, renvoyés sans payer les formateurs étrangers. Aussi sans le dire officiellement, puisque, en six ans, ces chefs, qui n'ont jamais été membres, ni joueurs, voire même supporters d'un club de football, n'ont jamais parlé à la presse. Certains rapportent qu'ils habitent en dehors du pays.

Les académies de jeunes fermées

Entretiens, dans l'objectif d'élever encore plus le niveau et de répondre aux sollicitations venant de partout dans le monde, en 2017-2018, à la faveur d'un contrat historique avec le gouvernement du président Michel Martelly, un accord, qui prévoyait que l'Etat et la FHF allaient ouvrir des académies de formations de jeunes de 6 à 12 ans, à travers tout le pays, et rapidement on en était arrivé à 87 académies fonctionnelles, créant un engouement sans précédent autour du football, dont l'objectif était de commencer l'initiation de ces jeunes beaucoup plus tôt, afin d'augmenter le niveau de ces talents haïtiens de combattre la misère chez les jeunes en général. Le projet, bénéficiant du soutien du ministère de l'Éducation pour la scolarisation des enfants, du



Général retraité Acédius Saint-Louis, ancien vice-président de la Fédération haïtienne de football.

ministère des Affaires sociales pour l'alimentation, du ministère des Sports pour le paiement des formateurs et coaches, de l'aide de l'OFATMA et de l'ONA, pour une assurance maladie aux parents.

La FHF et la FIFA fournissaient des uniformes et du matériel de travail et de la formation des cadres techniques et de la conduite du programme. En 2020, on était déjà à plus de trente-neuf mille jeunes avec une projection d'arriver progressivement à 240 de ces académies, dont les premières générations arrivées à l'âge de 15 ans constitueraient l'équipe représentative de la ville, afin de lancer un championnat national élargi de la catégorie avec une équipe représentative pour chaque ville.

On en était, en 2020, à 87 académies et le nombre était en constante augmentation, au fur à mesure qu'on formait de nouveaux cadres techniques dans les différentes régions du pays; des dirigeants connus pour leur passion, leur rectitude morale étaient en charge de chaque région ou département. Mais; brusquement, les académies, en décembre 2020, étaient fermées, sans avis de date de reprise. Même les équipements et matériels ont été récupérés par le secrétaire général Carlo Marcelin, sous prétexte qu'il y en aurait de meilleure qualité à la rentrée, en janvier 2021, venant de la FIFA, alors qu'en réalité il constituait sa propre académie, étant engagé, avec ses acolytes, Billy Chalera, Peterson Desormeaux, Fénéus Guermier, Pierre Chéry, Thierry Antoine dans un commerce de vente de joueuses Licenciées sans l'accord des clubs dans lesquels ces filles sont licenciées et, pire, en volant presque tout le salaire que devaient

recevoir ces sportives licenciées. On apprend que, au courant de ces trafics humains et sportifs, les anciens dirigeants élus de la FHF, peu avant d'être révoqués par la FIFA, avaient requis de l'OPC une enquête, en France, sur ces abus et Traffic, au détriment de ces jeunes femmes haïtiennes.

A ce jour, aucune explication des responsables de la Fédération sur les raisons d'une si grave décision de fermer des centres de formation de footballeurs et de footballeuses. La présidente actuelle de la FHF aurait même déclaré récemment que la formation de jeunes est le travail des clubs privés. Entre temps, Haïti n'a pas eu une saison régulière de football féminin, depuis 2019. En effet, en 2019, il y a eu le pays bloqué, dit « Pays Lock » : On a eu juste eu trois semaines de matches de compétition de la D1; des manifestations ont éclaté partout, bloquant toutes les activités du pays; la D1, qui avait commencé, à donc été stoppée avant même la mi-saison. Les autres catégories de compétitions n'ont pu être organisées non plus.

Le football féminin en boom dans le monde

Donc alors qu'en Haïti, tout est arrêté, au moment où, dans le reste du monde, le football féminin est en boom, en pleine extension. Ce que les acteurs, qui aiment le football féminin haïtien, avaient prévu au point d'avoir pris les devants avec une politique de croissance accélérée dans un pays sans ressource. Mais, présentement, le football féminin, en expansion dans le monde, disparaît en Haïti.

Pour en revenir à cet Euro féminin 2025

La BBC a enregistré un pic d'audience de plus de douze millions de personnes, lors de la finale de l'Euro remportée par l'Angleterre contre l'Espagne (1-1, 3-1 aux LAB.). En Espagne, également, jamais un match de football féminin n'avait été aussi suivi.

Une nouvelle pierre dans le jardin des détracteurs du football féminin. Dimanche dernier, la finale de l'Euro, remportée par l'Angleterre, face à l'Espagne a bénéficié d'une résonance historique. Outre-Manche, la BBC a enregistré un pic d'audience de 1,2 millions de téléspectateurs, le record de l'année, en Angleterre, avec une part de marché de 59 %.

En 2022, le titre, décroché à domicile par les Lionesses (Anglaises), avait réuni 14,4 millions de personnes, un chiffre battu dimanche, si on prend en compte ITV, autre diffuseur de la finale, qui a attiré 2,2 millions de téléspectateurs en moyenne, avec un pic à 4 millions.

Succès populaire en Espagne

En Espagne, cette rencontre a également représenté un succès populaire. D'après le quotidien espagnol Mundo Deportivo, quel que six millions de téléspectateurs se sont pressés devant leur écran, soit 58 % de part du marché. Jamais un match de football féminin n'avait généré une telle attention, de l'autre côté des Pyrénées.

Mais, en Haïti, on donne qu'il ne reste qu'une partie des nombreuses joueuses féminines à la base de ce phénomène que la FHF, après Nériia, la première à laisser Haïti pour la France, en 2017, elle fut suivie d'une trentaine de filles : Inimaginable, phénoménal !!! Qu'Haïti puisse placer plus d'une trentaine de joueuses dans un pays aussi avancé en football que la France, c'était impensable ! Un témoignage de progrès inimaginable, fantastique, dans un pays démuné et détruit comme Haïti !

Ce n'est donc pas étonnant que, depuis 2021, cette vague de transferts, qui allait s'étendre à des pays aussi éloignés que ceux de l'Europe de l'Est, à l'Asie, et avait commencé au Canada et en AMSUD (Shery, Kerly, et au Canada, etc).

Aujourd'hui, depuis la dernière promotion, celle de 2019, qui avait sorti Pierreline Nazon, Loudgina Étienne et bien d'autres, la dernière promotion, qui n'avait pas encore l'âge pour laisser Haïti.

Un gâchis, un crime qui devrait être puni un jour !

Mais on est Haïti et même l'empereur Jean Jacques Dessalines, depuis 1806, depuis 221 années, attend encore que des assassins connus soient jugés, ne serait-ce post mortem, pour tracer un exemple et commencer la série. Au contraire, on en est, encore et toujours, aux récompenses aux assassins ! Mais, au contraire, me sont-ils pas ceux qui sont toujours aux commandes du sport Roi, chez nous ?

J.B.

ÉDITORIAL



Élections en 2025, catastrophe politico-sociale annoncée !

Malgré les nombreuses interventions dénonçant les graves dangers qui menacent la tenue des élections générales, à la fin de cette année, l'équipe au pouvoir, soucieuse de grossir ses comptes en banque que de respecter ses engagements, à l'égard du peuple haïtien, met le cap inexorablement sur ce projet. Tant du côté de l'Exécutif multicéphale de neuf membres formant le Conseil présidentiel de transition (CPT) que du gouvernement dirigé par le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé, c'est la surdité totale, par rapport aux avertissements pléthoriques lancés dans le débat public et dans la presse en général, mettant en garde l'exécution de ce projet, imposé par la communauté internationale, inscrit dans la feuille de route devant être exécutée par les autorités intérimaires.

Bien que, constatant la grave erreur commise, dans le choix des personnes formant l'équipe présidentielle, désormais trouvée inqualifiable et non qualifiée pour remplir une telle tâche, les patrons des dirigeants intérimaires haïtiens affichent un silence de plus en plus retentissant sur leur exigences électorales, telles que exprimées dans l'ordre de marche original. Pourtant, le CPT et la primature n'arrêtent pas de faire la promotion de l'horaire électoral initialement annoncé, en sus de consacrer des millions de dollars dans le financement du projet référendaire, étape qui, en théorie, précède le déroulement du scrutin.

En dépit des mises en garde venues de nombreux secteurs du pays mettant en relief les nombreuses contradictions relevées dans l'avant-projet constitutionnel, publié par le « *Comité de pilotage de la Conférence nationale* », une structure créée par décret présidentiel, le 17 juillet 2024, le pouvoir ne démord pas, continuant ses démarches électorales. Si la femme et les hommes au pouvoir, au sein de l'administration intérimaire, passent outre aux avertissements anti-élections venant de différentes entités nationales, ils n'affichent pas une meilleure attitude à l'égard des réserves formulées par l'OEA. Puis que, à peine avait-il pris charge, après son élection à la tête de cette organisation, le nouveau secrétaire général, Albert Ramdin, n'a pas raté l'occasion de sa première intervention publique pour rejeter l'horaire adopté par le CEP concernant l'organisation du prochain

scrutin.

En effet, à l'occasion de sa première déclaration publique, immédiatement après son entrée en fonction, M. Ramdin a déclaré : (...) « *des élections ne peuvent pas se tenir dans le chaos. Haïti doit d'abord se doter d'un gouvernement de transition stable et crédible* ». Aucun doute, le nouveau patron de l'OEA a rejeté la tenue des élections, dans les présentes conditions sécuritaires, en plus de dénoncer l'absence de crédibilité de l'actuel institution présidentielle. Il est opportun de souligner aussi que, aucune autre entité de la communauté internationale n'a formulé son opposition à de telles déclarations. Selon toute vraisemblance, Albert Ramdin ne parle pas isolément, quand il formule des réserves, par rapport au scrutin programmé par l'équipe intérimaire.

Soucieux d'éviter la tenue des élections, sous la houlette des criminels se faisant des alliés des autorités en place, donc susceptibles d'être instrumentalisés, dans l'orientation du choix de cette poignée d'électeurs, qui pourraient participer à cette mascarade électorale organisée, dans les présentes conditions, s'élèvent des voix patriotiques pour dire non au « *scrutin dirigé et piégé* ». On peut se faire une idée à quoi s'attendre, si seulement une infime majorité de votants est en mesure de faire le déplacement vers les bureaux de vote. Quand on sait que moins d'un million de citoyens ont participé aux élections ayant porté Martelly au Palais national, et à peine 500 000 mille ont élu Jovenel Moïse, on peut deviner la taille de l'électorat qui participera au scrutin made par le CPT-Alix Didier Fils-Aimé.

C'est donc pour éviter ce grand malheur à son pays que l'ingénieur Alex St.-Gardien Jecrois attire l'attention sur deux fléaux qui planent sur les élections projetées par l'équipe intérimaire.

En effet, M. Jecrois dénonce, dans plusieurs interventions, les 800 000 « *doublons* » constatés sur la liste d'électeurs inscrits au système de l'Organisation nationale d'identité (ONI). Ayant reconnu ce constat, cette organisation avait accepté le principe d'un audit, afin de tirer le faux du vrai, dans cette situation. Mais, souligne Alex St.-Gardien Jecrois, spécialiste en matière électorale, bien qu'un contrat ait été signé, entre le gouvernement haïtien et une firme étrangère, afin de mener cette enquête, celle-ci n'a jamais été effectuée. Cela

veut dire que la liste électorale héberge toujours 800 000 personnes qui n'existent pas réellement.

L'expert des élections dénonce également une manipulation financière sur le financement des élections. D'une part, la révision de celui-ci à la hausse. L'ingénieur Jecrois y voit une possibilité de corruption, surtout que, selon les données qu'il a pu réunir, le coût de la participation de chaque électeur a été majoré, par rapport à celui ayant cours sur le marché international.

Au bout du compte, M. Jecrois lève le voile sur cette possibilité de corruption, dans le financement du prochain scrutin, d'une part. Et, d'autre part, il dit prévoir « *un coup fourré* », au détriment du pays, sans une rectification des « *doublons* », qui existent encore sur la liste électorale de l'ONI.

Un autre cri d'alarme est lancé par Me Magnekell Régulus, Pr Calbas-info 24, se faisant l'écho de la Commission spéciale instituée par le Conseil de discipline du Barreau de l'ordre des avocats de Port-au-Prince, dans l'analyse de l'avant-projet de la constitution présenté par le Comité de pilotage de la Conférence nationale.

Dans son document, M. Régulus qualifie de « *rapport d'une rare puissance analytique de cette organisation présidée par Dr Bernard Gousse et ayant pour secrétaire rapporteur Dr Josué Pierre-Louis* ». Il dit encore que cette « *Commission signe un document sans concession qui démonte méthodiquement l'avant-projet de Constitution*

produit par le Comité de pilotage de la Conférence nationale », ajoutant que « (...) le travail du comité de pilotage est jugé archaïque, bâclé, et porteur de risques majeurs pour la stabilité démocratique ».

Me Régulus cite Dr Gousse en ces termes, sur la Constitution : « (...) « *le document ne présente ni rigueur scientifique ni harmonie avec les standards établis en matière constitutionnelle* ». De son côté Dr Patrick Pierre-Louis, le bâtonnier de l'Ordre des avocats de Port-au-Prince, déclare ce texte « *bâclé et porteur d'instabilité politique* ».

Voilà les points de vue d'experts, chacun dans son domaine, exprimés, dans l'unique objectif d'éviter une catastrophe durable au pays. Pourtant, le CPT, en tandem avec la primature, dans l'imposture confirmée, les ignore souverainement.

À ce tournant, le pays avance, imperceptible, tout droit dans le mur, les dirigeants ne tenant qu'à s'enrichir illégalement, par chaque geste posé et toutes décisions prises. Sans aucun mécanisme constitutionnel pour s'en débarrasser, il ne reste aux forces vives de la nation qu'à mettre de fortes pressions sur la communauté internationale, afin qu'elle prenne, contre les présents leaders fantoches, les mêmes décisions ayant débouché sur l'exil d'Ariel Henry. Cela passe par une vaste campagne de dénonciations, accompagnée d'une mobilisation souveraine, dans les rues d'Haïti et en diaspora, pour porter les soi-disant tuteurs à entendre raison.

HAÏTI OBSERVATEUR		Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N Y 11435-6235 Tél. (718) 812-2820
SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION		
Haïti Haïti-Observateur 98, Avenue John Brown, 3ème étage Port au Prince, Haïti Tél. (509) 223-0782 ou (509) 223-0785	ÉTAT-UNIS 1ère classe <input type="checkbox"/> 48.00 \$ US, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 90.00 \$ US, pour un (1) an	
CANADA Haïti-Observateur Gerard Louis Jacques 514-321-6434 12 Hill CR Canada 12213 Joseph P. Cassavani Montreal H3M 1K7	AFRIQUE ET ASIE <input type="checkbox"/> 553.00 FF, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 1005.00 FF, pour un (1) an	
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à: Jean Claude Wolman 13 K Avenue Faidherbe, Et Et Apt. 44 93310 La Plé St. Denis France Tel. (33-1) 43 63 28 10	CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE 1ère classe <input type="checkbox"/> 93.00 US, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 160.00 US, pour un (1) an	
Name/Nom _____ Company/Compagnie _____ Address/Adresse _____ City/ville _____ State/État _____ Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____	EUROPE <input type="checkbox"/> 73 EUROS, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 125 EUROS, pour un (1) an Par chèque ou mandat postal en francs français	
<small>Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire.</small>		

EDITORIAL



Elections in 2025: a political and social disaster waiting to happen!

Despite numerous warnings about the serious dangers threatening the holding of general elections at the end of this year, the ruling team, more concerned with fattening its bank accounts than honoring its commitments to the Haitian people, is inexorably moving forward with this project. Both on the part of the nine-member multi-headed executive branch, forming the Presidential Transition Council (CPT) and in the government led by Prime Minister Alix Didier Fils-Aimé it's total deafness to the plethora of warnings issued in public debate and in the press in general, cautioning against the implementation of this project, imposed by the international community and included in the roadmap to be executed by the interim authorities.

Although the foreign tutors recognize the serious mistake made in choosing the members of the presidential team, now deemed unqualified and unsuitable for the task at hand, the leaders of Haiti's interim government are increasingly silent on their electoral demands, as expressed in the original roadmap. However, the CPT and the Prime Minister's Office continue to promote the initially announced electoral timetable, in addition to spending millions of dollars on financing the referendum project, a step that, in theory, precedes the holding of the election.

Despite warnings from many sectors of the country highlighting the numerous contradictions in the draft constitution published by the "National Conference Steering Committee," a body created by presidential decree on July 17, 2024, the government is standing firm, continuing with its electoral plans. While the one woman and the men in power in this interim administration ignore the anti-election warnings from various national entities, they are not showing a better attitude towards the reservations expressed by the Organization of American States (OAS). Soon after being sworn in office as the new Secretary General of the OAS, Albert Ramdin took the opportunity to reject the schedule adopted by the Provisional Electoral Council (CEP) for the organization of the upcoming elections.

In fact, in his first public statement immediately after taking office, Mr. Ramdin said: "... Elections cannot be held in chaotic situation. Haiti must first establish a stable and credible transi-

tional government." Undoubtedly, the new head of the OAS rejected the holding of elections under the current security conditions. Moreover, he denounced the lack of credibility of the current presidential institution. It's also worth noting that no other entity in the international community expressed opposition to such statements.

There's much anxiety regarding holding elections, under the leadership of the criminals who have allied themselves with the ruling authorities who would likely manipulate the voting, and influence the choices of the handful of voters who could participate in this organized electoral masquerade. Under the current conditions, patriotic voices have been raised against "rigged and manipulated elections." We can imagine what to expect, if only a slim majority of voters are able to make their way to the polling places. When we consider that less than a million citizens participated in the elections that brought Martelly to the National Palace, and barely 500,000 that "elected" Jovenel Moïse to the presidency, we can guess the size of the electorate that will participate in any election organized by the CPT and Prime Minister Alix Didier Fils-Aimé.

Considering the foregoing, to avoid a great misfortune for his country, engineer Alex St.-Gardien Jecrois draws attention to two scourges hanging over the elections planned by the interim team.

In several statements, Mr. Jecrois denounced the 800,000 "duplicates" found on the list of voters registered in the National Identity Organization (ONI) system. Having acknowledged this finding, the organization agreed to an audit to separate fact from fiction in this situation. However, Mr. St.-Gardien Jecrois, an electoral specialist, points out that although a contract was signed between the Haitian government and a foreign firm to conduct this investigation, it was never carried out. This means that the electoral roll still contains 800,000 people who don't really exist.

The election expert also denounces financial manipulation in the financing of the elections. On the one hand, there has been an upward revision of the financing. Engineer Jecrois sees this as a possibility for corruption, especially since, according to the data he has been able to gather, the cost of each voter's participation has been increased compared to the international market rate.

Ultimately, Mr. Jecrois lifts the veil on this possibility of corruption in the financing of the upcoming election, on the one hand. On the other hand, he says he foresees "a dirty trick" to the detriment of the country if the "duplicates" that still exist on the ONI's electoral roll are not corrected.

Another warning has been issued by Attorney Magnekell Régulus, in Pr Cal bas-info 24, who echoes the Special Commission established by the Disciplinary Council of the Port-au-Prince Bar Association, in its analysis of the preliminary draft of the constitution presented by the Steering Committee of the National Conference.

In his document, Mr. Régulus describes it as "a report of rare analytical power from this organization chaired by Dr. Bernard Gousse, with Dr. Josué Pierre-Louis as secretary-rapporteur." He goes on to say that this "Commission has signed an uncompromising document that methodically dismantles the preliminary draft of the constitution produced by the Steering Committee of the National Conference." He adds that "... the work of the steering committee is considered archaic, sloppy, and fraught with major risks for democratic stability."

Mr. Régulus quotes Dr. Gousse on

the Constitution as follows: "... the document lacks scientific rigor and is not in line with established constitutional standards." For his part, Dr. Patrick Pierre-Louis, president of the Port-au-Prince Bar Association, describes the text as "sloppy and a source of political instability."

These are the views of experts, each in his or her own field, expressed with the sole aim of avoiding a lasting catastrophe in the country. However, the CPT, in collaboration with the Prime Minister's Office, ignore them completely. A real deception!

At this turning point, the country is moving forward, unperturbed, straight towards disaster, with those in leadership intent only on enriching themselves illegally through every action taken and decision made. With no constitutional mechanism to get rid of them, the only option left to the nation's driving forces is to put strong pressure on the international community to take the same decisions against the current puppet leaders as was done for the puppet Ariel Henry which led to his exile. This requires a vast campaign of denunciation, accompanied by a sovereign mobilization in the streets of Haiti and in the diaspora, to bring the so-called guardians to their senses.

HAITI OBSERVATEUR

Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235 Tél. (718)
812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

<p>Haiti Haiti-Observateur 98, Avenue John Brown, 3ème étage Port au Prince, Haiti Tél: (509) 223-0782 ou (509) 223-0785</p> <p>CANADA Haiti-Observateur Gerald Louis Jacques 514-321-6434 12, Hill CB, Canada 12213 Joseph-Cassavant Montreal H3M0C7</p> <p>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à: Jean-Claude Voltaire 13, K Avenue Hocherthoe, Rt Apt. 44 93310 Le Pré St. Gervais France Tél: (33-1) 43-63-28-10</p>	<p>ÉTAT-UNIS Telle classe: <input type="checkbox"/> 48.00 \$ US. pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 90.00 \$ US. pour un (1) an</p> <p>AFRIQUE ET ASIE <input type="checkbox"/> 653.00 FF. pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 1005.00 FF. pour un (1) an</p> <p>CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE Telle classe: <input type="checkbox"/> \$73.00 US. pour six (6) mois <input type="checkbox"/> \$140.00 US. pour un (1) an</p> <p>EUROPE <input type="checkbox"/> 73 EURO. pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 125 EURO. pour un (1) an Prix mensuels ou trimestriels postaux en francs français</p>
--	---

Name/Nom _____
 Company/Compagnie _____
 Address/Adresse _____
 City/ville _____ State/État _____
 Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat financier

GROW YOUR BUSINESS WITH CLL MARKETING

Expert Promotion. Real Growth.



Let us take your business to the next level

At CLL Marketing, we specialize in promoting your brand, reaching new customers and drive real growth.

WHY CHOOSE US?

- ✓ Proven marketing strategies
- ✓ Social media & digital campaigns
- ✓ Targeted outreach that gets results

CALL US TODAY — LET'S GROW TOGETHER!

718-200-9079

@CLLMarketing | www.cllmarketing.com

JASMINE BEAUJUN NURSE PRACTITIONER

SPECIALIZING IN
PAIN MANAGEMENT

SERVICES OFFERED

- MEDICATION MANAGEMENT
- EDUCATION & LIFESTYLE COUNSELING



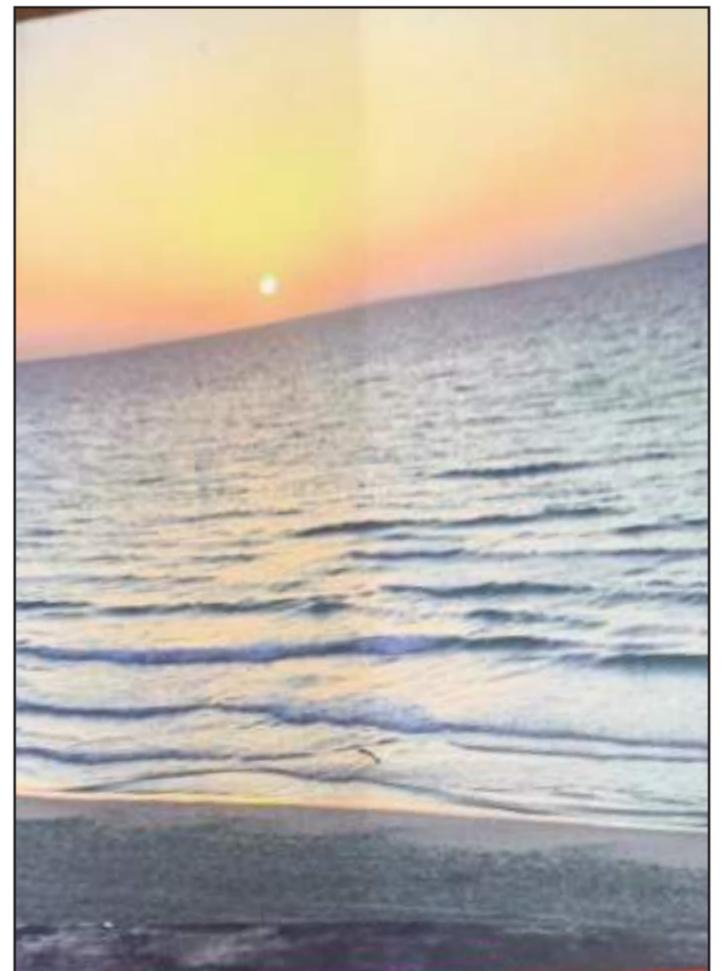
CALL US TODAY
TO MAKE AN
APPOINTMENT

347-238-5269

WHY CHOOSE JASMINE?

- COMPASSIONATE, INDIVIDUALIZED CARE
- EVIDENCE-BASED PRACTICE
- 10+ YEARS OF NURSING EXPERIENCE

YOUR PARTNER IN LONGTERM HEALTH AND WELLNESS



Natania Etienne

KADDISH POU

YOUN AYISYEN

Tradiksyon - Raymond Alcide Joseph